

Libération

**Disparition
Emilie Dequenne,
l'art de la fougue**

PAGES 26-27

MATIAS INDIG

**Afghanistan
Entre Kaboul
et Kandahar,
les talibans
en deux clans**

PAGES 6-7



Y. LAMOULERE / TENDANCE FLOUÉ

**Cinq ans
pour un bébé
«Faire l'amour
devient
mécanique»**

TÉMOIGNAGE, PAGES 12-14

Liberation

M 00135 - 318 - F: 2,80 €
IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Belgique 2,80 €, DOM 3,60 €, Espagne 3,30 €, Grèce 3,30 €, Luxembourg 2,80 €, Maroc 30 Dh, Portugal (continental) 3,70 €, Suisse 3,70 CHF.

RETRAITES BAYROU ENFUME SON CONCLAVE

Le Premier ministre a réussi à se mettre les syndicats et la gauche à dos en fermant la porte à un retour aux 62 ans. Une méthode qui interroge. PAGES 2-4

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Parole

Personne n'a encore claqué la porte – hormis FO, dès la première séance. Mais dimanche, la moutarde est sacrément montée au nez des syndicats participant depuis trois semaines au conclave sur les retraites, qui devait être «*sans totem ni tabou*», avait dit François Bayrou. Pas même sur l'âge de départ. Pourquoi donc le Premier ministre a-t-il, au détour d'une interview télé, brandi le tabou d'un retour aux 62 ans comme âge légal de départ à la retraite? Sans doute pour répondre à la pression venue de son propre camp, et notamment d'Edouard Philippe, qui avait jugé «*hors sol*» la discussion entre syndicats et patronat. Voir d'Emmanuel Macron, concentré sur l'effort de défense qui rend plus critique encore la situation budgétaire. D'autant plus critique que le Président balaie toute augmentation d'impôt. Au-delà de la délicate question du financement du système des retraites par répartition, ce nouvel épisode pose la question de la valeur de la parole politique. Pourquoi avoir promis un débat «*sans totem ni tabou*», pourquoi avoir, les yeux dans les yeux, promis que ce conclave était une manière de remettre le dialogue social au milieu du village politique, pourquoi dire comme Elisabeth Borne qu'on a «*toujours raison de faire confiance aux partenaires sociaux*», si, en réalité, ces phrases n'ont aucune valeur? Bien sûr, Jean-Luc Mélenchon, qui peut remercier François Bayrou, se léchera les babines en se disant: «Bande de naïfs, on vous l'avait bien dit, ce conclave était une duperie.» Bien sûr, bien sûr... Sauf que personne n'a rien à gagner au fait que le baratin des uns nourrisse la radicalité des autres. Il suffit de participer à une discussion en famille ou entre amis, de se balader et d'écouter les conversations sur un marché pour s'inquiéter du désamour politique que les uns et les autres alimentent. Les conditions d'adoption de cette réforme que les Français ont toujours rejetée (que ce soit en manifestant ou dans les enquêtes d'opinion) avaient contribué à nourrir ce fossé mortifère. L'insincérité sur le sens de ce conclave risque de poursuivre ce travail de sape démocratique. Tout l'inverse de ce dont on a besoin. ♦

Retraites

Bayrou se dédit, les syndicats se raidissent

En fermant la porte à un retour aux 62 ans, le Premier ministre sème l'incompréhension chez les partenaires sociaux. Face à des négociations qui risquent de devenir impraticables, la CGT s'interroge sur sa participation, tandis que la CFDT s'apprête à demander des clarifications ce mardi à Matignon.

Par
FRANTZ DURUPT

On pense aux épisodes de *Bip Bip et Coyote* dans lesquels le second se fait écraser par le rocher qu'il vient lui-même de projeter, hélas, à l'aide d'une catapulte mal réglée. Dimanche sur France Inter, François Bayrou s'est lancé dans un vibrant plaidoyer pour le «*dialogue social*» contre les multiples attaques dont fait l'objet, depuis la fin février, le «*conclave*» (nom qu'il a donné à cette «*délégation paritaire permanente*») au sein duquel patronat et syndicats peuvent retravailler la réforme des retraites de 2023. Dernière offensive en date: celle d'Edouard Philippe, qui estime ces débats «*hors sol*» avec l'arrivée au premier plan de la question d'un effort de défense sur fond de lâchage de l'Europe par les Etats-Unis face à la menace russe. Jusqu'à maintenant, cette pression, mise par tout ce que le pays compte de partisans du «*il-faut-travailler-plus*», n'a pas empêché les discussions, censées durer jusqu'à fin mai, de se tenir trois jeudis d'affilée dans un énorme bâtiment ministériel

du VII^e arrondissement de Paris. Et dans «*une sérenité totale*», dixit Eric Chevée, le chef de file de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), la semaine dernière. «*Ne mélangeons pas tout. On ne voit pas pourquoi ce serait la protection sociale et plus particulièrement le dossier des retraites qui viendrait faire un effort financier pour réarmer le pays*», tranchait Pascale Coton, la négociatrice de la CFTC, à cette même occasion.

«TRAHISON»

Et puis ce «*conclave*», c'est lui, François Bayrou, qui l'a lancé pour solder le débat des retraites, que les macronistes et leurs alliés se traînent depuis le passage en force de 2023 sur un report de l'âge légal de départ à 64 ans, mais aussi pour s'épargner la participation du Parti socialiste à une motion de censure. Face aux critiques d'Edouard Philippe, le Premier ministre a estimé qu'«*on s'est trompé depuis des années en écartant les partenaires sociaux*» et que «*nous avons besoin des corps intermédiaires*». Puis, l'instant d'après, est arrivé le mot qui a tout gâché. Alors qu'on lui demandait si un retour aux 62 ans à

l'issue des négociations était envisageable, François Bayrou a répondu, sans la moindre hésitation apparente: «*Non...*» «*Incompréhensible*», pour la CFDT, qui relève auprès de *Libération* que «*tout était soi-disant sur la table*» et que «*c'est le Premier ministre qui vient de changer cette règle*». «*Trahison de [ses] engagements*», pour Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT chargé des retraites. François Bayrou avait en effet annoncé, dans sa déclaration de poli-

tique générale le 14 janvier, que la discussion se déroulerait «*sans aucun totem et sans aucun tabou, pas même l'âge de la retraite*». Mais pour le Premier ministre, «*les représentants qui participent [à la délégation] savent très bien quel est le rapport numérique*», autrement dit l'état du déficit. Ce dernier atteindrait, selon le rapport de la Cour des comptes commandé par Matignon en vue des débats, près de 6,5 milliards d'euros en 2030, puis 15 milliards d'euros en 2035. Et ce malgré la réforme de 2023, dont l'abrogation complète coûterait 10 milliards d'euros. Revenir aux 62 ans? «*C'est juste que ce n'est pas réaliste*», a ainsi tranché la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, lundi matin sur Europe 1. Ces données n'ont pourtant jamais fait peur aux syndicats, qui font assaut de propositions financières. La CGT estime avoir près de 40 milliards d'euros sous le coude, pour peu, par exemple, que l'on mette à contribution les revenus de l'intéressement et de la participation, que l'on taxe les dividendes versés aux actionnaires ou que l'on pénalise par une surcotisation les entreprises qui n'ont pas un **Suite page 4**

«En agissant ainsi, [le Premier ministre] prend fait et cause pour les employeurs au détriment des travailleurs et hypothèque gravement l'avenir de la concertation.»

Communiqué de l'Unsa





François Bayrou
à l'Assemblée,
le 11 février.
PHOTO DENIS ALLARD

Volte-face de Matignon: boulette ou bluff ?

La duplicité apparente du Premier ministre questionne, jusque dans son camp, sur le fondement de sa démarche.

Quand François Bayrou retrouvait ses compères du Centre des démocrates sociaux dans les années 1990, il n'était pas rare que leurs soirées se prolongent en interminables parties de poker. Ses partenaires de jeu en gardent deux souvenirs : autour de la table, son alter ego, Marielle de Sarnez, était la plus redoutable et le Béarnais, souvent imprudent, n'hésitait pas à bluffer sans avoir un jeu sensationnel. Le Premier minis-

tre a-t-il conservé cette manie de surestimer sa main ? Fin janvier, dans le *money time* des discussions budgétaires, il a failli faire dérailler les négociations avec les socialistes en évoquant «*un sentiment de submersion migratoire*». Dimanche, sur France Inter, il a exclu un retour à l'âge légal de départ à 62 ans, prenant le risque de saborder le conclave sur les retraites – condition, accessoirement, de sa survie politique.

Alors que la gauche crie à «*la trahison*», Matignon s'efforce de relativiser. Au fond, François Bayrou n'aurait fait que rappeler le cadre des discussions entre les partenaires sociaux. Ceux-ci ont été invités à rediscuter «*sans totem*» ni «*tabou*» de la réforme de 2023, mais avec l'obliga-

tion de permettre le retour à l'équilibre du système de retraites en 2030. Dans ce cadre, le Premier ministre juge impossible de revenir à la retraite à 62 ans et présume que «*les représentants [du conclave] savent très bien quel est le rapport numérique*». En même temps, il leur laisse toute latitude pour évoquer d'autres aménagements dans ce périmètre. Il n'y a plus grand-chose à moudre, ce qui n'empêche pas Bayrou de chanter les louanges de la démocratie sociale en jugeant «*très important de saisir toutes les chances qui permettront d'associer les Français et leurs représentants aux décisions*». Numéro d'équilibrisme qu'il s'emploiera probablement à rééditer devant la secrétaire

générale de la CFDT, Marylise Léon, avec laquelle il doit s'entretenir ce mardi soir.

«Diversion». Gaffe ou ruse ? Comme souvent avec le Premier ministre, même les élus du bloc central peinent à savoir si le centriste a commis un impair ou s'il maîtrise la situation. «*Sur le fond, on est tous alignés avec lui mais dès lors que ces négociations ont lieu, il faut qu'elles aillent au bout sans que l'on intervienne. Le timing est surprenant et le Premier ministre refait de l'âge le seul marqueur de la discussion*», déplore le député (Renaissance) Guillaume Gouffier Valente. Le ministre de l'Economie, Eric Lombard, venu de la gauche, semblait mal à l'aise, dimanche, en maintenant sur BFM TV que

«*c'est aux partenaires sociaux de décider*» alors qu'au sein de l'aile droite, on ne pleurera pas ce «*conclave* tout juste voué à «*faire diversion pour gagner du temps*», dénigre un député. Si le ministre délégué à l'Europe, Benjamin Haddad, salue «*un discours de vérité*» en invoquant un «*contexte géopolitique [qui] exige une réflexion sur le financement du réarmement*», d'autres trouvent la justification mal venue. Ne fallait-il pas rassurer sur le fait que la «*nouvelle ère* internationale ne se traduirait pas par un tour de vis social ? Depuis son arrivée à Matignon, Bayrou louvoie sur les efforts qu'il compte demander aux Français. Revenir sur les 35 heures ? Travailler plus longtemps ? Le centriste re-

fuse de dévoiler ses intentions et revient sans cesse à ce diagnostic, encore seriné dimanche : «*Qu'est-ce qui se passe depuis trente ans en France ? On découvre qu'on n'a pas les moyens de faire ce qu'on voudrait faire.*» Comme si, à force d'alertes sur la dégradation des comptes publics et de la compétitivité du pays, salariés et syndicats se laisseraient convaincre de rogner sur leurs droits. En attendant cette improbable prise de conscience, le Premier ministre temporise et présente peu de projets de loi d'envergure au Parlement. Son prédécesseur, Edouard Philippe, a ironisé dimanche sur la «*densité*» de son programme de travail lors d'un meeting à Lille. Dénonçant un «*immobilisme*», le patron d'Horizons a piqué Bayrou en jugeant «*hors sol*» le maintien du conclave. «*J'ai une divergence avec Edouard Philippe, a répliqué l'intéressé. Il considère que la démocratie sociale et les partenaires sociaux, c'est négligeable.*» Le mois dernier, il jugeait «*anti-national*» un reproche de Philippe regrettant que «*rien de massif*» ne puisse être voté avant 2027. «*Antinational, c'est le mot de Maurras !*» s'étangle encore un proche du Havrais. En bon fan de rugby, Bayrou avait assumé devant les députés Horizons rendre les «*bourre-pifs*».

«Maladroit». Le problème est qu'il en distribue aussi aux socialistes, dont dépend son maintien à Matignon. Le 19 février, il a braqué le groupe en moquant la motion de censure «*la plus cousue de fil blanc de toute l'histoire parlementaire*», déposée contre sa politique migratoire. Le discours de la députée PS Ayda Hadizadeh, accusant Bayrou de «*singer Trump*», était corsé, mais était-ce une raison pour répliquer aussi dur ? «*C'était très maladroit*, regrette un député Ensemble pour la République. *Dans de tels moments, il faut accepter la critique.*» Une raison de plus pour les socialistes de voter la censure pour de bon à la fin du printemps si le conclave ne débouche pas sur une remise en cause de l'âge de départ à la retraite à 64 ans. «*Il pense qu'à la fin on ne prendra pas le risque de censurer. Il se trompe. Une partie du groupe est prête à y aller*, prévient un membre du groupe PS. A chaque fois, c'est François Bayrou qui nous met dedans. On a travaillé avec Catherine Vautrin et Eric Lombard, en dépit de lui. C'est un mec qui surévalue son talent.» On en revient au poker.

JEAN-BAPTISTE DAOULAS et LAURE EQUY

Suite de la page 2 score de 100 à l'index de l'égalité femmes-hommes. Problème: le Medef, soutenu par l'ensemble du «bloc central», refuse par principe toute hausse du «*cout du travail*».

Ainsi, si le premier mouvement patronal était favorable à une remise en cause des 64 ans, ce serait

pour... allonger encore la durée des carrières, comme l'a laissé entendre son président, Patrick Martin, en citant en exemple le Danemark qui pourrait passer prochainement à un âge légal de 70 ans. Au cours des deux dernières réunions, le Medef a d'ailleurs lancé des réflexions autour d'un relèvement de l'âge d'an-

nulation de la décote (maintenu à 67 ans par la réforme de 2023) ou d'un durcissement du mécanisme des carrières longues, dans lequel entrent plus de 20% des nouveaux pensionnés. Selon une étude commandée par le patronat et présentée jeudi, au moins 1,5 milliard d'euros pourraient être économisés en

durcissant les conditions d'accès au dispositif.

ARBITRAGES ÉPINEUX

Déjà périlleuse pour les syndicats, la discussion risque donc de devenir quasiment impraticable. «*En agissant ainsi, [François Bayrou] prend fait et cause pour les employeurs au*

détriment des travailleurs et hypothèque gravement l'avenir de la concertation», déplore l'Unsa. Signe que le patronat y voit une occasion de pousser son avantage, la CPME s'est fendue de son propre communiqué lundi après-midi pour dire que «*stopper les discussions serait une erreur*», au moment où elle défend «*la capitalisation financée par le travail*» et «*l'âge de départ indexé sur l'espérance de vie*». Dans ces circonstances, à quoi bon rester pour les représentants des salariés? La CGT va étudier la question jusqu'à ce mardi, a fait savoir Denis Gravouil sur France Info, mais compte aussi «*en discuter avec les autres syndicats, puisque nous sommes quatre syndicats autour de la table*», a-t-il ajouté, vantant «*l'unité syndicale*». La CFDT, elle, verra «*si le Premier ministre confirme ses propos*» et lui «*demandera de les clarifier*» à l'occasion d'un rendez-vous ce mardi soir à Matignon, calé dans la foulée du «*non*» prononcé par François Bayrou.

Le ou les arbitrages des maisons syndicales s'annoncent épineux. Si d'aventure la CGT, qui a fait des 62 ans sa revendication centrale, lâchait aussi l'affaire, la CFDT aurait à se justifier de poursuivre un dialogue biaisé. Mais la confédération dirigée par Marylise Léon, qui préfère parler d'un «*bougé*» sur l'âge légal plutôt qu'un retour aux 62 ans – il serait en effet possible d'en rester à 63 ans en arrêtant la montée en charge de la réforme en 2026 –, a beaucoup misé sur ce «*conclave*» pour obtenir des avancées sur la prise en compte de la pénibilité et les inégalités femmes-hommes face à la retraite. Une fin anticipée des débats renverrait ces sujets dans les limbes, pour une durée indéterminée. ♦



Première réunion du «conclave», à Paris, le 17 janvier. PHOTO ALBERT FACELLY

Compromis, le PS est de nouveau sous la pression de la gauche

Après l'évacuation du sujet de l'âge de départ à la retraite par François Bayrou, la gauche dénonce une trahison, et les socialistes, à l'origine de ces discussions, se voient reprocher leur naïveté.

L'embarras revient comme un boomerang vers le Parti socialiste. Un mois après sa décision de ne pas censurer le gouvernement sur le budget et alors que les critiques émanant du reste de la gauche venaient tout juste de cesser, François Bayrou replonge le PS dans une situation délicate. Les partenaires sociaux tentent de trouver un nouvel accord sur la réforme des retraites, dans le cadre d'un «conclave» arraché par les socialistes au cours des négociations sur le budget, mais le Premier ministre a évacué l'hypothèse d'un retour de l'âge de départ à 62 ans (*lire pages 2-3*). Eric Lombard, le ministre de l'Economie, a eu beau rappeler que «*la position du gouvernement, c'est que le conclave doit se prononcer, et cet engagement*

du conclave aura une force considérable», ces propos sonnent comme une «*trahison*» pour la gauche, mais aussi comme un échec des socialistes.

«Comme nous l'avions prévu»

Après des discussions sans fin avec le gouvernement, le PS avait décroché l'organisation de ces nouvelles discussions, qui devaient ensuite se déplacer à l'Assemblée si les partenaires sociaux ne parvenaient pas à un accord. A l'époque, beaucoup à gauche dénonçaient déjà une farce, prédisant que ce conclave n'était qu'un hochet accordé aux socialistes. Parmi eux, les insoumis, qui peuvent désormais dire qu'ils ont eu raison. «*Bayrou vient de mentir et de trahir son engagement sur les retraites, exactement comme nous l'avions prévu*», a réagi dimanche Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, sur LCI. «*Hormis le PS, qui peut être suffisamment naïf pour considérer qu'un macroniste de la première heure allait revenir sur la réforme?*» Alors que les partenaires d'hier sont devenus des adversaires, les lieutenants de Mélenchon les poussent à nouveau dans le camp de la compromission.

«*Chacun se rappelle que le PS a justifié sa non-censure par l'ouverture du "conclave"*», a écrit le député LFI Paul Vannier sur X. C'était, comme nous le dénoncions, signer un blanc-seing à Bayrou.»

Olivier Faure, le Premier secrétaire du Parti socialiste, a toujours insisté, lui, sur le fait que leur non-censure n'engageait pas le PS pour la suite. En réalité, cette décision a soulagé tous ceux à gauche qui pensaient que la France avait besoin d'un budget, même mauvais, mais ne voulaient pas se salir les mains face à l'inflexibilité du gouvernement. Beaucoup ont aussi soufflé en voyant s'éloigner la perspective de nouveaux remous politiques.

Combien de temps ce semblant d'équilibre pourra-t-il perdurer face à l'impossible remise en cause des dogmes de la macronie? Au lendemain des déclarations de François Bayrou, les socialistes se contentent de condamner. «*La défense ne peut servir de prétexte à l'accélération d'une politique de suppression des droits*», a réagi Olivier Faure, en référence à la guerre en Ukraine, invoquée par le bloc central pour enterrer la remise en cause de la réforme des retraites. «*Le gouvernement doit*

laisser les partenaires sociaux travailler et le Parlement, ensuite, légiférer, a de son côté affirmé Boris Vallaud, le président du groupe socialiste à l'Assemblée. A la brutalité sociale de la réforme, la brutalité démocratique de son adoption, François Bayrou compte-t-il ajouter la brutalité de la trahison de la parole donnée... et écrite?»

Hypothèse d'une dissolution

Mais déjà, la question d'une nouvelle motion de censure se profile. Les déclarations du Premier ministre sont «à l'évidence» un motif de censure du gouvernement, a affirmé le député (apparenté écologiste) François Ruffin sur France 2. «*Le prochain rendez-vous délicat aura lieu à l'issue du conclave*, analysait Olivier Faure il y a un mois. Soit il y a un accord entre partenaires sociaux qui est transposé à l'Assemblée, soit il n'y a pas d'accord ni débat parlementaire et il y aura donc un 49.2 [article de la Constitution encadrant le dépôt d'une motion de censure, ndlr]. François Bayrou vit dans l'illusion que nous ne le censurerons pas. Il s'égare. Nous avons sanctuarisé le budget, pas sa place.»

La perspective de nouveaux remous politiques réanime l'hypothèse d'une dissolution, qui pourrait avoir lieu à partir de juillet, un an après les dernières législatives anticipées. Un scénario qui pourrait tourner à la catastrophe pour la gauche, qui se déchire depuis des mois. Serait-elle capable, encore une fois contre toute attente, de surmonter ses divisions pour faire front?

CHARLOTTE BELAÏCH

ÉDITOS /

Plus Trump s'essaie à la dictature, plus il y prend goût

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Donald Trump adore prendre des décisions qui magnifient son autorité et qu'aucun de ses prédécesseurs n'aurait osé prendre, sauf à se faire taper sur les doigts par la Cour suprême. Le président américain a le sentiment qu'au-dessus de lui, il n'y a plus rien. Alors il en profite. Dimanche, il a mis en congé le personnel des médias publics exerçant à l'étranger, comme Voice of America ou Radio Free Europe, qui remontaient le moral des populations parquées derrière le Rideau de fer pendant la guerre froide, et qui plus récemment ridiculisaien à l'occasion Fox News. Par ailleurs, les grandes citadelles de presse qui ont fait la gloire intellectuelle de l'Amérique sont privées par leurs propriétaires d'éditoriaux susceptibles de déplaire à Donald Trump. Dans son vertige présidentiel, et tout à la jouissance d'une toute-puissance incontrôlable, il est en train de glisser dans la peau d'un dictateur, avec la brutalité qui accompagne toujours les hommes imbûs d'eux-mêmes.

La Maison Blanche a ainsi diffusé fin janvier une liste de 200 mots-clés dont la présence dans un document scientifique expose les chercheurs au risque de se voir privés de budget: «femme», «inclusion», «égalité», «climat»... Oui, même le climat! Tous ceux qui travaillaient sur ou autour de l'un de ces 200 mots risquent le licenciement, avec perte de salaire, suppression du mail... Pas sûr que le bénéfice collatéral pour la France et l'Europe, où des chercheurs américains vont chercher refuge, suffise à s'en réjouir. Autre exemple des ouïes trumpiens: l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Washington a eu soixante-douze heures pour disparaître, son pays étant accusé d'avoir discriminé des populations blanches. A la suite de la fermeture du service humanitaire international USaid, l'université

Johns Hopkins, qui a joué un rôle déterminant dans la lutte contre le VIH et le paludisme, a annoncé le licenciement de 2000 employés. Les conséquences en matière de santé publique seront catastrophiques. Dans le même genre, l'équipe présidentielle de coupeurs de têtes a annoncé la suppression d'une subvention de 400 millions de dollars traditionnellement accordée à l'université new-yorkaise de Columbia. *Last but not least*: Trump est déterminé à mettre au pas le système judiciaire américain en visant les magistrats fédéraux qu'il estime «diaboliques». Les contre-pouvoirs qui faisaient la singularité de ce pays n'ont plus la cote dans les Etats-Unis d'aujourd'hui.

Donald Trump fait donc l'expérience de la dictature et il aime ça. Il a préféré s'entourer de yes men ayant fait acte d'allégeance à son égard. Il a préféré leur loyauté à leur compétence, certains membres de son

entourage, dans des domaines clés, n'en ayant même aucune. Résultat, aucune personnalité n'est assez forte pour le contredire, pour défendre une autre approche, pour discuter ses raisonnements. Donald Trump a substitué la force au droit et ça lui suffit. Certains analystes américains pensent que ce mouvement vise à centraliser le pouvoir, à passer de la démocratie à l'autocratie. Le bâton agité dans le Bureau ovale devant les télévisions du monde entier avait servi à ramener Volodymyr Zelensky dans la négociation, à lui faire accepter un cessez-le-feu. Violent, injuste, vulgaire, mais efficace. Avec Vladimir Poutine, c'est évidemment une autre affaire. Comment gérer le président russe qui a dit non merci, pas pour l'instant, à un cessez-le-feu? Et qui, pour résumer, se fait désirer? Donald Trump, qui joue le savoir-faire planétaire dont il se targue dans la résolution des crises, a

annoncé qu'il pourrait durcir les sanctions à l'égard de la Russie. Et pour être crédible, il a fait savoir jeudi qu'il ne renouvelerait pas l'autorisation permettant aux banques russes de continuer à utiliser les systèmes de paiement américains pour des opérations liées à des contrats déjà en cours dans l'industrie pétrolière russe. Manifestement, cela n'a pas suffi. Vladimir Poutine a mis son battle-dress. Il continue la guerre à outrance. On connaît ses objectifs: supprimer l'Ukraine comme pays indépendant, la russifier, la démilitariser. Des objectifs très loin d'être acceptables par tous ceux qui défendent l'Ukraine comme un pays indépendant. Donald Trump devra trouver autre chose pour convaincre l'hôte du Kremlin, qui veut avoir récupéré son morceau de Russie avant toute rencontre. Sylvie Bermann, ancienne ambassadrice de France à Moscou,

estime qu'une occasion se présente dans un peu plus de deux mois, le 9 mai, jour de la commémoration de la victoire de l'URSS sur les nazis. L'équivalent du 8 Mai aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Et d'imaginer la photo du président russe entre Trump et Xi, le dirigeant chinois. Pourquoi? Parce que Vladimir Poutine veut retrouver son rang de grande nation.

Il faut reconnaître une vertu à Trump: sans lui, l'Europe en serait toujours à peser le pour et le contre de l'indépendance stratégique... Grâce à la politique de gribouille de Washington, l'Union européenne prend le large. On se souvient d'Emmanuel Macron parlant de l'Otan en état de mort cérébrale. Maintenant, c'est fait. Entretemps, le Royaume-Uni est de nouveau là, avec l'Allemagne, la Pologne, la Turquie, mais aussi le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Tous ces pays qui faisaient confiance aux Etats-Unis ne comptent plus sur Donald Trump pour sauver l'Ukraine. L'Europe et sa coalition veulent s'armer, veulent leur industrie d'armement. La piste ouverte par Emmanuel Macron est la bonne. Mais il n'y a pas de temps à perdre. ➤



Donald Trump sur la base aérienne d'Andrews, dans le Maryland, vendredi. PHOTO BRENDAN SMIALOWSKI. AFP

Par
LUC MATHIEU

Cela fait près de deux mois que le ministre afghan de l'Intérieur, Sirajuddin Haqqani, n'est pas venu à Kaboul. Rentré début février d'un séjour aux Emirats arabes unis, il vit depuis à Khost, son fief de l'est du pays, à quatre heures de la capitale. «*Il a probablement peur d'être arrêté, et on ne peut pas lui donner tort de le penser*, explique Antonio Giustozzi, chercheur au Royal United Ser-

vices Institute et spécialiste du mouvement taliban. *Il est plus sage pour lui de ne pas aller à Kaboul en ce moment.*» Haqqani a l'habitude de la clandestinité. Durant l'intervention américaine et de l'Otan, il était l'un des insurgés les plus recherchés. A la tête du réseau Haqqani, où il a succédé à son père, il était lié à Al-Qaeda et responsable des attentats-suicides les plus sanglants commis à Kaboul et dans les grandes villes. C'est lui, aussi, qui gardait le sergent américain Bowe Bergdahl, kidnappé en 2009 et relâché cinq ans plus tard en

échange de la libération de cinq cadres talibans détenus à Guantánamo. Sa tête est d'ailleurs toujours mise à prix 10 millions de dollars par le FBI. Mais cette fois donc, Sirajuddin Haqqani ne craint pas les Etats-Unis avec qui il a noué des contacts avant même le retour au pouvoir des talibans en août 2021. Non, il se méfie de l'émir du mouvement, Haibatullah Akhundzada, qui vit recluse à Kandahar, la grande ville du sud afghan. Kaboul contre Kandahar: c'est ainsi qu'est surnommée la lutte au sein des élites taliba-

nes, qui ne parviennent plus à afficher une unité même de façade. Le clan de Kandahar est fédéré par Akhundzada, entouré de commandants issus de la province voisine du Helmand. Il a placé certains de ses hommes au gouvernement, dont le Premier ministre par intérim, Mohammad Hassan Akhund. Ultra-rigoristes, ils sont opposés à tous compromis avec la communauté internationale.

Le camp de Kaboul, lui, est incarné par Haqqani et certains des dirigeants qui avaient négocié avec les Etats-Unis pour aboutir à l'accord de Doha en 2020 et au retrait des troupes américaines. Parmi eux, Mohammad Abbas Stanikzai, vice-ministre des Affaires étrangères et, dans une moindre mesure, Abdul Ghani Baradar, vice-Premier ministre. Il est aussi soutenu par Shahabuddin Delawar, ministre des Minerais et du Pétrole, Abdul Salam Hanafi, deuxième vice-Premier ministre, et le fils du mollah Omar, le fondateur des talibans, le mollah Yakoub. Les qualificatifs de «talibans modérés» seraient audacieux, mais ils estiment que l'Afghanistan ne peut plus rester aussi isolé, quasi banni de la communauté internationale. Ils se sont plusieurs fois prononcés contre les mesures les plus décriées d'Akhundzada, comme l'interdiction faite aux filles d'aller à l'école. Ils estiment que la priorité devrait être de tenter de redresser l'économie du pays, aujourd'hui exsangue.

«NOUS COMMETTONS DES INJUSTICES»

Ce n'est pas la première fois que des dissensions entre dirigeants afghans apparaissent, mais elles atteignent depuis la fin 2024 un niveau inédit. Elles ne se matérialisent pas seulement par des nominations et des déclarations, mais aussi par des envois de miliciens et des tentatives d'arrestations de personnalités sur fond de rumeur de tentatives de coup d'Etat. Il n'y a pas de vainqueur ou de vaincu, mais le clan de Kandahar prend l'avantage. Vendredi, pour la première fois, Sirajuddin Haqqani n'a pas participé au conseil de sécurité de la province, où siègent notamment un représentant de l'émir et le chef du suivi des ordres qu'il émet. Il était remplacé par le mollah Yakoub. Dimanche, la télé pakistanaise Geo News a affirmé que Sirajuddin Haqqani avait démissionné. «*Il n'a pas démissionné, assure un chercheur, mais il subit une grosse pression de Kandahar pour le faire.*»

Mohammad Abbas Stanikzai, lui, a failli être arrêté fin janvier. Une semaine plus tôt, lors d'une remise de diplômes d'une madrasa, une école religieuse, à Khost, le vice-ministre des Affaires étrangères avait livré un discours d'une rare clarté: «*Nous demandons aux dirigeants de l'Emirat islamique d'ouvrir les portes de l'éducation. A l'époque du prophète Muhammad – que la paix soit avec lui – les portes du savoir étaient ouvertes aux hommes comme aux femmes. Aujourd'hui, sur une population de 40 millions d'habitants, nous commettons des injustices à l'encontre de 20 millions de personnes.*»

Mis au courant, l'émir Akhundzada a ordonné son arrestation. «*Stanikzai s'est échappé grâce à l'aide de Sirajuddin Haqqani et du mollah Yakoub qui ont pu le mettre dans un avion pour les Emirats*», explique un homme d'affaires afghan, proche de Haqqani, qui vit à Kaboul. Officiellement, Stanikzai est parti pour «raisons de santé» après avoir contracté «une maladie similaire au Covid-19», selon un communiqué qu'il a diffusé. Une version corroborée par un porte-parole officiel des talibans, qui nie toute dissension dans l'organisation. Stanikzai n'est toujours pas revenu en Afghanistan.

Le 2 février, l'un de ses enregistrements audio, non daté, est réapparu. Il y met en garde Akhundzada: «*Tu n'es notre chef que tant que tu marches sur le chemin de Dieu. Si tu t'élois-*

AFGHANISTAN

Entre le ministre et l'émir, la guerre des clans talibans

Basés à Kandahar, Haibatullah Akhundzada et ses fidèles ultra-rigoristes gagnent du terrain face aux dignitaires de Kaboul, réunis autour du ministre de l'Intérieur, Sirajuddin Haqqani, qui réclament plus d'ouverture dans la gestion du pays.



Sirajuddin Haqqani (en blanc), à Kaboul, le 1^{er} février 2023. PHOTOS WAKIL KOHSAR. AFP



Le portrait de l'émir Haibatullah Akhundzada sur une affiche dans les rues de Kaboul le 14 août 2023.

gnes ne serait-ce que d'un pas de la voie de Dieu, tu n'es plus mon chef et je ne te reconnaîs pas.» La charge est d'autant plus violente que l'émir est le commandeur des croyants et qu'à ce titre, il dicte la loi à tous les musulmans. Il n'est pas élu et, dans la théologie talibane, s'opposer à son pouvoir revient à s'opposer à celui du représentant de Dieu. «*La seule manière de le destituer serait de montrer qu'il est inapte à remplir le rôle*», explique Antonio Giustozzi. C'est la voie qu'avaient choisie ses opposants peu après sa nomination à tête de l'Emirat islamique d'Afghanistan, arguant qu'il était aussi invisible que silencieux. La rumeur courait alors qu'il était peut-être mort. L'émir était ensuite apparu en public et avait multiplié les décrets pour prouver qu'il était bien vivant.

Début février, le clan de Kandahar a renforcé son emprise sur la capitale. Environ 1500 de ses combattants se sont positionnés dans le fort de Bala Hissar, qui domine Kaboul. D'autres ont investi l'aéroport. «*Ils ont installé un gros dispositif, les cadres talibans n'ont plus le droit de partir à l'étranger sans une autorisation de l'émir*», indique une source occidentale. Ils ont aussi pris le contrôle

de checkpoints sur la route qui relie Kaboul à Kandahar et sur celle entre Kaboul à Jalalabad dans l'est. L'émir affaiblit dans le même temps les forces du ministère de l'Intérieur, dirigé par Haqqani. Il a ordonné que les 500 à 600 fedayins, chargés des opérations-suicides, soient transférés à Kandahar. Environ 250 d'entre eux auraient rejoint la capitale du Sud. «*Il veut neutraliser les forces les plus combatives du ministère de l'intérieur*», indique une source afghane.

LES RAPPORTS DE FORCE S'AIQUISENT

Les manœuvres se jouent aussi sur le plan politique. Fin juin, l'émir a remplacé le gouverneur de Khost, centre du pouvoir des Haqqani, par l'un de ses fidèles, membre comme lui de la tribu des Noorzai. «*Cette nomination revient à insulter Sirajuddin Haqqani. Et c'est aussi un moyen de le tester*», note Antonio Giustozzi. L'épisode le plus marquant reste l'assassinat de Khalil



Haqqani, ministre des Réfugiés et oncle de Sirajuddin, tué dans un attentat-suicide à l'intérieur de son ministère à Kaboul le 11 décembre. Quelques heures plus tard, le porte-parole des talibans a attribué l'attaque à l'Etat islamique (EI), dont la branche dite du Khorassan, active en Afghanistan, est considérée comme la plus dangereuse de l'organisation. L'EI

revendiquera un peu plus tard l'attentat. Mais les Haqqani privilient une autre option : «*Ils sont persuadés que l'émir a joué un rôle*», indique une source bien informée. «*Quelques jours plus tôt, lors du Conseil des ministres, Khalil Haqqani avait eu des mots très durs, qui relevaient de l'insulte, contre l'émir*, explique l'homme d'affaires afghan cité plus haut. «*Ils étaient emportés contre son monopole du pouvoir et la façon dont il privilégie sa tribu et ses fidèles. Il n'a pas été jusqu'à dire qu'il fallait le renverser, mais ce n'était pas loin. C'est pour ça que Sirajuddin Haqqani croit que l'attentat a été fomenté à Kandahar.*»

Il n'est pas, pour l'heure, question de confrontation armée. Mais les rapports de force s'aguisent. L'émir s'est constitué une garde personnelle de 25 000 hommes. Un modèle issu, l'accusent ses détracteurs, des Gardiens de la révolution iraniens qui le conseillent. Selon une source afghane, l'un des fondateurs de ces gardiens, Abou Sharif, de son vrai nom Abbas Zamani, vivrait à Kandahar depuis un an. Deux fidèles de l'émir, Ibrahim Sadr, vice-ministre de l'Intérieur, et Abdul Qayum Zahir, vice-ministre des Affaires étrangères, sont par ailleurs notoirement proches de Téhéran.

«IL DOIT MONTRER QU'IL A DU CRAN»

Les proches de Haqqani ont aussi noté que la dotation personnelle de l'émir, financée par l'Etat afghan, avait parfois quadruplé, passant de 1,5 milliard d'afghanis (19,5 millions d'euros) par mois à 6 milliards. Ils suspectent que cela lui serve à engager de nouveaux miliciens. «*Il a besoin de mesurer jusqu'où il peut affaiblir Haqqani*, explique Antonio Giustozzi. *Il va le faire à l'afghane, en parlant aux alliés de Haqqani et aux membres de son clan.*»

Sirajuddin Haqqani apparaît aujourd'hui en position de faiblesse. Il a certes ses propres hommes, mais s'il venait à perdre son poste de ministre de l'Intérieur et le budget qui l'accompagne, il ne pourrait probablement plus les payer. Et il ne peut pas compter sur ses alliés du clan de Kaboul, que ce soit Abdul Ghani Baradar ou Stanikzai, pour lui fournir des milices qu'ils n'ont pas.

La situation est d'autant plus délicate que ses relations avec le Pakistan voisin se sont dégradées depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. Très proche des services de renseignement pakistanais durant l'insurrection contre l'armée américaine et l'Otan, il bénéficiait alors aussi du soutien des talibans pakistanais du Tehrik e-Taliban Pakistan.

Mais ceux-ci, galvanisés par la défaite américaine, entendent désormais qu'il les appuie dans leur propre lutte contre l'Etat pakistanais, dont ils veulent la chute. «*Le raisonnement est simple. Les talibans pakistanais s'attendent à ce que Haqqani les aide comme ils l'ont aidé durant près de vingt ans. Cette relation est un cancer pour lui, je ne vois pas comment il peut s'en débarrasser*», estime l'homme d'affaires afghan.

Vendredi, Sirajuddin Haqqani a fait une apparition publique, la première depuis six semaines, à la sortie d'une mosquée de Khost. Une manière de rassurer ses partisans. «*Ses hommes réclament son retour à Kaboul et en tant que leader, il doit montrer qu'il a du cran. Mais ce serait un gros pari*, explique Antonio Giustozzi. *Peut-être réfléchit-il à la possibilité de négocier avec l'émir.*» ◀

Printemps des Humanités

Débats, expositions,
spectacles vivants...

Humanités

«Universel(s)?»

Printemps des Humanités

Humanités

«Universel(s)?»

Printemps des Humanités

20-21-22 mars 2025

Campus Condorcet

Humanités

Printemps des Humanités

Débats, expositions,
spectacles vivants...

Humanités

«Universel(s)?»

Printemps des Humanités

VIOLENCES CONJUGALES

En Guadeloupe, un «travail de fourmi» pour lutter contre la récidive

A Pointe-à-Pitre, «Libé» s'est rendu dans le centre chargé de sensibiliser et responsabiliser des hommes condamnés ou sous contrôle judiciaire. Une initiative jugée insuffisante pour certains, mais essentielle afin de stopper l'engrenage pour d'autres.



Par

LUDOVIC CLERIMA

Correspondant en Guadeloupe

Photos **SANDRINE GUEYMARD. HANS LUCAS**

A Pointe-à-Pitre, le centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales (CPCA) de Guadeloupe passe inaperçu. Après la porte d'entrée, il faut grimper un étroit escalier pour y accéder: «*Cette discrétion est recherchée*, annonce Audrey Montantin, coordinatrice du centre créé en 2021. *Nous ne voulons pas stigmatiser les personnes qui viendraient nous voir.*» Des hommes, pour la plupart sous contrôle judiciaire ou condamnés, et contraints de se rendre au CPCA dans le cadre de mesures alternatives aux poursuites ou pour l'exécution de leur peine. Tous sont obligés de réaliser, à leur charge (150 euros), un stage d'une journée de sensibilisation et de responsabilisation aux violences conjugales. Une première étape qui vise à leur faire prendre conscience de la gravité de leurs actes.

En Guadeloupe, en 2023, on dénombrait 12,8 victimes de violences conjugales pour 1 000 habitants, contre 10,6 à l'échelle hexagonale, selon le ministère de l'Intérieur. Cette même année, 1 721 actes ont été recensés sur l'île et depuis 2021, les dépôts de plaintes ont progressé de 30%, selon les données officielles. Des actes qui, d'après Sandra François, directrice de l'association d'aide aux victimes Guadav, sont de plus en plus violents: «*Aujourd'hui, certaines victimes me parlent de conjoints qui leur ont mutilé les parties intimes. En 2021, une femme a perdu un œil. Une autre a été forcée d'avoir des rapports sexuels devant son enfant de 7 ans. On me parle de*

menaces avec des armes à feu. De viols avec des objets.»

Au CPCA, la journée se scinde en deux parties. Avec d'abord un rappel sur ce qu'est un acte de violence conjugale: «*Beaucoup sont dans le déni. Les auteurs ne prennent pas en compte les différentes violences comme étant des actes graves*, constate Audrey Montantin. *J'entends parfois des personnes me dire que, parce que leur partenaire était trop "énervée", ils ont décidé de la "maîtriser".*» L'équipe de juristes du CPCA revient ensuite sur les conséquences pénales des violences. Certains stagiaires s'étonnent de pouvoir encourir des peines de prison. Il s'agit, dans un deuxième temps, de mieux comprendre ce qui se joue au moment du passage à l'acte: «*Le psychologue organise des ateliers sur la gestion des émotions pour repérer quand arrive le pic de violence et donne des outils pour avoir la bonne attitude face aux émotions qui traversent les personnes*», précise la coordinatrice. De nouveaux dispositifs expérimentaux doivent être prochainement développés: «*Nous allons tenter des expériences "in vivo", c'est-à-dire provoquer une situation de frustration et les filmer pour qu'ils voient la démesure de leur colère*», détaille Audrey Montantin.

«CHIFFRES À NUANCER»

Reste qu'une journée n'est pas suffisante pour inverser tout un schéma de pensée. «*C'est pour cela que nous proposons un accompagnement individuel gratuit sur la base du volontariat avec les autres membres de l'équipe du CPCA (psychologue, assistante sociale, juriste...)*», explique-t-elle. L'idée, c'est d'avoir une approche holistique en agissant sur quatre leviers qui, en Guadeloupe, sont souvent à l'origine des violences conjugales: *l'insertion professionnelle, l'accès au logement, l'illettrisme et un travail psychologique.*»

En 2024, le CPCA a accompagné 458 auteurs de violences conjugales. Parmi eux, Emmanuel, 33 ans. Avec sa stature imposante, l'homme ne passe pas inaperçu dans le centre commercial Milénis, aux Abymes. Le sourire de l'ancien militaire contraste avec le récit des violences infligées à son ex-femme durant sept ans. «*On s'est rencontrés en 2015 et, très vite, les choses ont mal tourné. Ça a commencé par la violence verbale puis ça a été la violence physique. Des gifles. Des étranglements. Parfois, je l'attrapais par les cheveux.*» Le pire a été cette fois où «*elle a acheté un canapé sans m'en parler, je l'ai taché quelques jours plus tard et elle s'est énervée. J'ai pris un couteau pour le taillader. Elle a voulu m'en empêcher en saisissant la lame et s'est ouvert la main. Je n'aurais pas dû entrer dans une telle colère, mais c'était plus fort que moi.*» Le trentenaire affirme ne jamais avoir été violent avec ses précédentes compagnes. «*L'armée a eu un impact négatif sur moi. C'est un apprentissage de l'agressivité. On nous entraînait à être violent en nous mettant dans des situations extrêmes. Cette agressivité, je l'ai retrouvée dans cette relation.*» Emmanuel



A Pointe-à-Pitre, vendredi. En 2024, le CPCA a accompagné 458 auteurs de violences conjugales.



Outre-mer: pour le 3919, un déploiement poussif

Face à l'accès difficile voire inexistant au numéro d'écoute destiné aux femmes victimes de violences dans les territoires ultramarins, les associations locales dénoncent une inégalité.

Dans son bureau, Paulette (1) compose le 3919 pour la première fois. En ce mois de janvier, la directrice des ressources humaines d'une entreprise réunionnaise s'efforce d'accompagner une collaboratrice victime de violences. Mais à l'autre bout du fil, on lui rétorque que le dispositif n'est pas applicable à la Réunion et qu'elle doit plutôt contacter une association locale. Sans même lui donner un numéro de téléphone.

Porté par la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), le 3919 est la ligne d'écoute nationale dédiée aux femmes victimes de violences (conjugales, sexuelles...). Depuis 1992, les écoutantes professionnelles de cette association proposent un accompagnement aux victimes, une information sur leurs droits et une orientation vers des associations compétentes. Alors que le numéro existe depuis plus de trente ans et qu'il a été élargi à tous les types de violences en 2014, ce n'est qu'en 2021 que les femmes des territoires ultramarins ont pu avoir accès à ce dispositif, subventionné par le ministère chargé de l'Egalité entre les femmes et les hommes.

Moyens. Parmi les freins qui ont longtemps empêché son déploiement dans ces territoires où les femmes sont particulièrement exposées aux violences – on comptabilisait 12,8 % de femmes victimes de violences dans les départements et régions d'outre-mer (Drom) en 2023, contre 10,6 % à l'échelle nationale –, le décalage horaire. Lorsqu'il est 18 heures à Paris, il est 21 heures à la Réunion, 4 heures du matin en Nouvelle-Calédonie et 13 heures en Guadeloupe (en hiver). Grâce à l'attribution des moyens nécessaires, la FNSF a pu élargir ses horaires et proposer depuis 2021 une écoute vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept. Avec, parfois, des dysfonc-

tionnements, comme en témoigne la prise en charge de Pauline. «*L'orientation n'aurait pas dû survenir aussi tôt dans l'appel*», reconnaît-on du côté du 39-19.

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, les associations réunionnaises Femmes Solid'Air et le Collectif pour l'élimination des violences intrafamiliales (Cevif) ont porté leurs revendications, notamment la création d'une plateforme téléphonique locale. Objectif: avoir des écoutants qui connaissent le territoire et pratiquent les langues de la région, le créole réunionnais, le malgache ou le mahorais.

«*A la Réunion, 80 % de la population parle le créole*, estime Frédéric Rousset, président du Cevif. *En matière de violences, lorsqu'il s'agit de demander de l'aide, c'est la langue maternelle qui vient la première.*» Du côté de la FNSF, sa directrice, Mine Günbay, assure que le 3919

est dans «une phase de déploiement des priorités en direction des Drom», notamment grâce à des nouvelles subventions fléchées.

sont en cours avec les instances locales pour que l'appel soit gratuit. «*On bataille, on bataille, mais ça ne vient pas si facilement*», déplore Angéline Tofili.

«Ce qui est important, c'est que ces femmes qui sont victimes aient des choix, et qu'elles aient les mêmes choix partout», fait valoir Viviane Monnier, conseillère au Conseil économique social et environnemental. L'ancienne déléguée nationale de la FNSF chargée de la permanence téléphonique a signé une résolution pour amplifier la lutte contre les violences faites aux femmes dans les outre-mer. «Le 39 19 est un outil pour permettre aux femmes de parler, détaille Viviane Monnier. Mais il faut aussi que localement, il y ait une prise de conscience des élus et qu'ils débloquent des moyens.»

ALBANE HARMANGE

a écopé de trois ans de prison dont un an ferme, réalisé sous contrôle judiciaire et assorti d'une obligation de soins: «*Je dois voir un psychiatre jusqu'en 2026. Ça fait partie de ma peine. Je vois aussi un psychologue de mon plein gré et ça me fait énormément de bien.*»

A ce jour, il est encore difficile de déterminer l'efficacité réelle de ces méthodes. Depuis son lancement, seuls dix anciens participants au stage ont récidivé à Pointe-à-Pitre, selon le CPCA: «*Mais ces chiffres sont à nuancer. Rien ne me dit, au moment où je vous parle, que d'autres ne sont pas actuellement en garde à vue ou qu'une enquête n'est pas en cours concernant d'autres faits de violences*», admet Audrey Montantin.

«VIRILITÉ PLUS IMPORTANTE»

Sandrine Dauphin, chercheuse associée au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris du CNRS et directrice de projet à l'Ined, se questionne sur la pertinence de ce type d'initiative: «*On voit bien que lors de ces stages de responsabilisation, même dans les cas de féminicides, les personnes coupables ne se reconnaissent pas en tant qu'auteurs. Elles se disent victimes d'une femme qui a dépassé les bornes et les ont humiliés. Les auteurs de violences s'autorisent ces gestes car socialement, la question de la réputation et de la virilité est plus importante.*»

Mais Audrey Montantin veut croire à une amélioration à venir: «*C'est un travail de fourmi. Chaque récidive est toujours l'occasion pour nous de nous remettre en question. Mais si nous parvenons à sortir ne serait-ce que deux personnes de ce cycle de violence, c'est déjà gagné.*» ◀

Sandra François,
directrice
de l'association
Guadav,
à Pointe-à-Pitre
vendredi.

LIBÉ.FR

En quatre ans, le nombre de dépôts de plaintes a augmenté de 30 % sur l'île, alors même que les signalements demeurent sous-estimés. A lire sur *Libération.fr*.



LIBÉ.FR

Cinq ans après le début du Covid : «Nous n'avions jamais été aussi soudés»

Reportage auprès des médecins et paramédicaux du service de réanimation de l'hôpital d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, entre espoir de retrouver la solidarité connue pendant la pandémie et regret d'un système de santé toujours défaillant.

PHOTO ALBERT FACELLY



La ministre de l'Education, Elisabeth Borne, à l'Elysée lundi. PHOTO EDOUARD MONFRAIS-ALBERTINI. HANS LUCAS. AFP

Contrôles des établissements privés: le gouvernement tente de réagir

Après des années d'inaction et sous la pression des révélations qui secouent le secteur, la ministre de l'Education a tenté de réagir dans ce qui ressemble davantage à de la communication de crise.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

La ministre de l'Education nationale, Elisabeth Borne, a dévoilé dimanche et lundi son «plan», intitulé «Brisons le silence, agissons ensemble». Objectif: «*mettre fin aux violences physiques, morales et sexuelles*» dans les établissements proposés chaque trimestre aux élèves en intervenant d'un voyage avec nuitée. A la rentrée, des alertes, des entretiens avec des professionnels de santé et des psychologues seront organisés. support ces questions.

ments privés sous contrat. Soit 7 500 écoles, collèges et lycées, financés aux trois quarts par de l'argent public et dans lesquels, il n'y avait jusqu'à présent «quasiment aucun contrôle [...] , une vingtaine sur les années passées par

**L'HS
DU J**

«Pour mieux recueillir la parole des élèves», des questionnaires anonymes seront proposés chaque trimestre aux élèves en internat ou revenant d'un voyage scolaire avec nuitée. A la moindre alerte, des entretiens avec des professionnels sociaux, de santé et des psychologues seront organisés. Sur quel support ces questionnaires

seront-ils diffusés ? Qui les consultera ? Qui déclenchera une action si des signaux inquiétants émergent ? Et quid des élèves non internes ? « *Le ministère travaille actuellement à l'élaboration de questionnaires adaptés, tant*

tiennent compte de l'âge des enfants et du périmètre», précise le cabinet. Ces questionnaires seront expérimentés avant d'être déployés avant les vacances de printemps puis d'être généralisés à tous les établissements à la rentrée 2025. En cas de signalement, une «fiche procédure» devra être partagée avec l'ensemble du personnel «pour garantir la bonne circulation et le traitement des signalements».

Les équipes académiques seront par ailleurs alertées lorsqu'un message ou un appel au numéro 119 – dédié à la prévention et à la protection des enfants en danger – fera «état d'abus» dans les établissements scolaires, privés comme publics, précisait la ministre dans *la Tribune dimanche*.

Mission. Jusqu'ici habitués à gérer les faits de violence à leur manière, les établissements privés sous contrat auront bientôt l'obligation – un décret sera publié dans les prochaines semaines pour les y contraindre – de faire remonter tous les signalements sur l'application «Faits Etablissement», déjà utilisée dans le public pour faire remonter tous les événements sensibles au niveau académi-

que et les plus graves au niveau du ministère. Elisabeth Borne a aussi annoncé vouloir muscler les contrôles dans ces établissements privés sous contrat. Soixante inspecteurs supplémentaires seront mobilisés, en complément des 60 renforts déjà décidés par sa pré-

«Le ministère travaille actuellement à l'élaboration de questionnaires adaptés, tant sur le fond que sur la forme.»

Le cabinet du ministère de l'Education

décesseure Nicole Belloubet, qui avait annoncé l'inspection de 40 % des établissements privés sous contrat sur deux ans, dont la moitié par des visites sur place. Une mission spécifique sera mise par ailleurs en place au sein de l'Inspection générale de l'éducation nationale pour mieux former les inspecteurs et suivre les situations sensibles. Problème, où trouver ces inspecteurs ? «*L'annonce est bonne mais la ministre doit se donner les moyens de cette politique en rendant notre métier plus attractif*», pointe Philippe Janvier, secrétaire général du Syndicat national des inspecteurs d'académie. En 2024, 80 postes d'inspecteurs d'académie et d'inspecteurs pédagogiques régionaux sont en effet restés vacants à l'issue du concours, ne recouvrant plus que 38 % des besoins réels sur le terrain.

Commission. En parallèle de ces annonces, trois décennies après sa dernière – et unique – inspection, le rectorat de Bordeaux a entamé ce lundi une inspection approfondie du collège-lycée Bétharram, rebaptisé «le Beau rameau». Pendant quatre jours, huit inspecteurs et travailleurs sociaux évalueront le climat scolaire et le fonctionnement de l'établissement qui accueille 500 élèves dans les Pyrénées-Atlantiques. Lors d'un point presse à Bordeaux, la rectrice de l'académie, Anne Bisagni-Faure, a souligné que l'institution béarnaise n'avait fait l'objet d'*«aucune remontée récente»*. Non public, le rapport d'inspection devrait être remis aux autorités d'ici une quinzaine de jours. Une commission d'enquête parlementaire sur les violences en milieu scolaire, dirigée par les députés Paul Vannier (La France insoumise, Val-d'Oise) et Violette Spillebout (Renaissance, Nord), vient d'entamer ses travaux et prévoit d'auditionner le Premier ministre, François Bayrou. Lequel a assuré dimanche s'y rendre en cas *«convocation officielle»*. De son côté, Elisabeth Borne doit rencontrer jeudi Alain Esquerre, porte-parole du collectif des victimes de Bétharram, pour discuter des mesures mises en place. ◀



LIBÉ.FR

A la Gaîté lyrique, avant l'expulsion des jeunes exilés : «On ne se laissera pas virer»

Les jeunes sans solution d'hébergement qui occupent le lieu depuis décembre en seront expulsés au plus tard ce mardi, en vertu d'un arrêté pris lundi par la préfecture de police de Paris. Près de 500 personnes, soutenues par le Collectif des jeunes du parc de Belleville, vont être remises à la rue. PHOTO AFP

Auto Le constructeur BYD envisage d'ouvrir une usine en Europe de l'Ouest

Le constructeur chinois serait, selon Reuters, à la recherche d'une implantation pour une usine d'assemblage de véhicules électriques. L'Allemagne serait l'un des Etats qui retiendrait le plus l'attention de l'industriel. L'entreprise n'a pas commenté l'information, mais l'une de ses dirigeantes a déclaré au début du mois étudier une troisième implantation sur le continent européen au cours des deux prochaines années, en complément des deux usines déjà en cours de construction en Hongrie et en Turquie. L'industriel pourrait ainsi concurrencer le système de taxation mis en place par l'UE pour les véhicules électriques produits hors de ses frontières. **F.Bz.**

Japon Un billet d'entrée à 24 euros pour gravir le mont Fuji cet été

Les randonneurs qui souhaitent se lancer dans l'ascension, pendant cinq à sept heures, du sommet du mont Fuji cet été devront s'acquitter d'un droit d'entrée de 24 euros (4000 yens). La décision prise lundi par les autorités locales nippones ne concerne que les mois où la montagne n'est pas enneigée, de juillet à septembre. Dans le but de garantir la sécurité et de préserver l'impact environnemental sur les pentes majestueuses du Fuji, les autorités locales avaient déjà introduit, en 2024, un droit d'entrée au prix de 12 euros, instauré un quota quotidien, fixé à 4 000 personnes, et la réservation en ligne. (avec AFP)

Nucléaire Le programme EPR2 retardé de trois ans

Du retard à l'allumage. Emmanuel Macron a affirmé lundi, après un conseil de politique nucléaire qui tenait à l'Elysée, que le premier des six nouveaux réacteurs nucléaires pourrait être lancé d'ici 2038 – dans treize ans – et non pas 2035, comme prévu à l'origine. Ce conseil de politique nucléaire tenait sa quatrième réunion depuis le discours du chef de l'Etat à Belfort en février 2022, qui avait acté la relance d'un programme nucléaire. Le coût de ce programme devrait se situer «sous les 100 milliards d'euros» selon le ministre de l'Energie. (avec AFP)

Ukraine: Trump va parler «partages» de «terres» avec Poutine

Leur échange est très attendu depuis la fin de non-recevoir opposée par le Kremlin à la proposition de Donald Trump. Le président américain a déclaré dans la nuit de dimanche à lundi qu'il s'entretiendra ce mardi avec son homologue russe, Vladimir Poutine, dans le cadre du rapprochement américano-russe pour mettre un terme à la guerre en Ukraine. «Je parlerai au président Poutine mardi», a-t-il assuré à des journalistes à bord de l'avion présidentiel, précisant que «beaucoup de choses ont déjà été discutées avec les deux parties, l'Ukraine et la Russie». Evoquant des «terres» et des «usines de production d'énergie», il a souligné: «Nous parlons de cela, de partage de certains avoirs» entre Moscou et Kyiv.

Un rendez-vous téléphonique que le Kremlin a confirmé dans le courant de la matinée. «Cette conversation est effectivement en préparation», a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, lors d'un briefing quotidien. On ignore encore à quelle heure aura lieu l'appel. L'envoyé spécial américain Steve Witkoff, dont le pays



Donald Trump en Floride, dimanche. PHOTO AFP

fait pression sur la Russie pour qu'elle accepte un cessez-le-feu avec l'Ukraine, avait anticipé dimanche que les deux chefs d'Etat aux visions convergentes allaient avoir «une discussion vraiment bonne et positive cette semaine». Moscou, Kyiv et Washington «veulent que tout cela se termine», a assuré le diplomate sur CNN. Le Kremlin avait affirmé vendredi que Vladimir Poutine avait remis à l'émissaire américain un message à Donald Trump au sujet de sa proposition de trêve de trente jours, entérinée par l'Ukraine mais pas par la Russie. Vladimir Poutine a jusqu'à présent posé des

conditions maximalistes pour une fin du conflit, comme la cession par l'Ukraine de cinq régions annexées par Moscou, l'abandon des ambitions de ce pays de rejoindre l'OTAN et le démantèlement du pouvoir ukrainien en place. Samedi, lors d'un sommet virtuel organisé par Londres, une trentaine de dirigeants d'Etats et d'organisations soutenant l'Ukraine ont dans ce contexte décidé d'exercer une «pression collective» sur la Russie, qu'ils soupçonnent de vouloir poursuivre la guerre, pour la pousser à donner son aval à une suspension des hostilités. «La balle est dans le camp de la

Russie» qui «devra tôt ou tard [...] s'engager dans des discussions sérieuses», a lancé le Premier ministre britannique Keir Starmer, selon lequel Vladimir Poutine «est celui qui essaie de retarder» les choses.

Depuis deux semaines, Keir Starmer et le président français, Emmanuel Macron, cherchent à constituer une «coalition de pays volontaires» qui dépêcheraient des contingents sur le sol ukrainien en cas d'arrêt des combats, afin de dissuader la Russie d'ultérieurement repasser à l'attaque. Une nouvelle réunion militaire doit avoir lieu jeudi à Londres.

Pour le chef de l'Etat ukrainien, Volodymyr Zelensky, qui vient de désigner une équipe de négociateurs en vue de possibles pourparlers de paix, la Russie cherche surtout pour le moment à avoir une «position plus solide» sur le champ de bataille, ajoutant: «Poutine ment aussi sur le fait qu'un cessez-le-feu est supposément trop compliqué. En réalité, tout peut être contrôlé et nous en avons discuté avec les Américains.»

(avec AFP)

Deux bolides saisis par la justice affectés à l'administration pénitentiaire

Non, on ne peut pas enlever la bâche grise pour voir dessous, préviennent les autorités, «raisons de sécurité». Les deux voitures «de forte cylindrée», vraisemblablement noires et modèles d'une grande marque allemande, n'offrent donc que leur silhouette lundi matin, garées sur leur désormais parking, celui de la direction régionale de l'administration pénitentiaire. La directrice de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqué (Agrasc) a accroché un porte-clé siglé de la maison avant de remettre les clés. Les deux bolides saisis par la justice vont désormais rouler pour le compte des agents de la pénitentiaire marseillaise.

C'est une première depuis le vote de la loi du 24 juin 2024, qui élargit le cadre des affectations gratuites des avoirs criminels saisis et gérés par l'Agrasc. Jusqu'alors, seuls les services judiciaires, de police et de gendarmerie mais aussi l'Office français de la biodiversité pouvaient hériter des voitures, maisons, meubles, écrans et autres cafetières avec des centaines de doses confisquées dans le cadre d'enquêtes judiciaires. Désormais, la liste des bénéficiaires potentiels inclut les parcs naturels nationaux et régio-

naux, les fondations ou associations d'utilité publique, les fédérations sportives et, donc, l'administration pénitentiaire, la marseillaise étant la première post-loi à accueillir des biens confisqués.

Un cadeau inespéré pour Thierry Alves, le directeur interrégional des services pénitentiaires de Paca-Corse, dont le budget «contraint» ne permettrait pas d'acquérir de tels bolides. Pas question de dire à quelle mission ils seront affectés. «Nous accomplissons plus de 2 millions de kilomètres par an avec notre centaine de véhicules et avec 9 120 personnes détenues sur notre territoire, vous imagi-

nez que les déplacements sont nombreux et intenses, expose-t-il. On a besoin de véhicules sécurisés, de forte cylindrée, pour accomplir nos missions dans les meilleures conditions. L'arrivée de ces deux véhicules, c'est un moyen supplémentaire de contribuer à la sécurité de nos agents.»

Les deux voitures ont été saisies lors d'une enquête menée par la division de criminalité territoriale marseillaise pour des faits de travail dissimulé dans une entreprise de travaux publics.

STÉPHANIE HAROUNYAN
(à Marseille)

A lire en intégralité sur Libé.fr

2,5 milliards

C'est, en euros, la facture que pourrait laisser un épisode de sécheresse intense en Ile-de-France en 2100, selon un rapport de l'OCDE publié lundi. Le chiffrage serait déjà de 1,4 milliard d'euros en 2050. La sécheresse est une réalité de plus en plus concrète en Europe. En 2024, Barcelone avait «échappé de peu à une pénurie d'eau», mais avait dû imposer des restrictions de consommation «très strictes» à sa population après trois ans de sécheresse, rappelle Jo Tyndall, directrice de la Direction de l'environnement de l'OCDE. Si Paris n'est pas encore confronté à de telles crises, les sécheresses n'en sont pas moins «une menace croissante pour les habitants», en particulier après 2050, prévient l'organisation.

CINQ ANS POUR UN BÉBÉ

«C'est indescriptible, cette envie presque animale de fabriquer un enfant»

Recueilli par
MIREN GARAICOECHEA
 Photo YOHANNE LAMOULÈRE.
TENDANCE FLOUE

Quand le désir d'enfant pointe le bout de son nez, il prend aux tripes, comme une urgence. Hélas, la route est parfois bien plus longue que neuf mois. Une grossesse sur quatre se termine en fausse couche tandis que la fertilité est en berne. Charlotte et Frédéric, 35 et 34 ans, connaissent ces épreuves. Elle travaille dans une association, il est enseignant-chercheur précaire. Ils se sont rencontrés en 2017 et ont rapidement voulu créer leur «tribu famille» sans prévoir les difficultés qui les attendaient. Ils veulent raconter leur histoire, pour que d'autres couples se sentent moins seuls.

«LE TEST EST POSITIF, ON SE PROJETTE TOUT DE SUITE, TRÈS VITE, TRÈS FORT.»

Frédéric: «Je rencontre Charlotte à 27 ans aux Nuits fauves, un club electro sous la Cité de la mode à Paris, à l'été 2017. Dans la salle en béton, on danse dans une cage. Elle est très solaire, très rieuse. On continue au petit matin en after. Sur le chemin, on passe par un marché. On achète une pastèque. Charlotte la prend et s'amuse à la mettre sous son tee-shirt, comme si elle était enceinte.»

Charlotte: «Le premier truc qui me marque chez lui, c'est qu'il n'en a rien à foutre de son style. Ça me charme d'entrée. Quand on rentre ensemble d'after, on couche ensemble. C'est incroyable, cette fusion charnelle dès la première fois. Comme une évidence physique, comme si on connaissait nos désirs et ce qui nous fait du bien sans avoir à parler. Dans les semaines qui suivent, on bavarde pendant des heures et des heures et des heures... L'envie d'enfant arrive assez rapidement, comme une évidence. J'ai toujours su que je voulais fonder une famille. C'est assez indescriptible, cette envie presque animale de fabriquer un enfant. J'ai envie de vivre cette chose physique, de faire un bébé, de porter un bébé, d'accoucher. C'est assez égoïste, quand on y pense. Et puis aussi, il y a l'envie de créer une "tribu famille". De transmettre des valeurs que nous avons avec Fred à un petit être humain qu'on aurait fabriqué.»

Frédéric: «Je viens d'une fratrie avec deux sœurs, des parents éduqués un peu à l'ancienne avec une certaine écoute, qui nous ont donné de la liberté dans nos choix... Je me dis que c'est possible de faire la même chose. Avec Charlotte, on en parle sérieusement au bout d'un an.»

Charlotte: «Je me fais enlever mon stérilet en août 2019, deux ans après le début de notre relation. Les premiers mois, la vie continue, j'ai mes règles. On se dit que ça peut prendre six mois, un an avant d'avoir un bébé. C'est normal. Entre-temps, on se marie, on a d'autres préoccupations. Mais c'est déjà un peu là, en un sens. Pour ma tenue de mariage, j'anticipe la chose. Il me faut une tenue large, au cas où. A n'importe quel moment, je vais tomber enceinte.»

Frédéric: «On se marie en février 2020. Je pense à nous deux ce jour-là. C'est un petit mariage champêtre, à notre image: une trentaine de proches, famille et amis, sont présents. On a tout prévu nous-mêmes, les invités nous aident. Pour la cérémonie, rien de religieux ni de sacré, on est mariés par notre oncle qui est maire d'un village. L'après-midi, on fait des jeux de société, un karaoké, on danse. Nos proches se rencontrent, je suis heureux.»

Charlotte: «Le mois suivant, la pandémie de Covid démarre. On se confine chez mes parents à Saint-Palais-sur-Mer, en Charente-Maritime. Pour la première fois, je n'ai pas mes règles. Je fais un test de grossesse fin mars, il est positif. Ça y est: on va avoir un bébé! On se projette tout de suite, très

vite, très fort. On se visualise avec un bout de chou.»

Frédéric: «Le lendemain, on se balade dans les rues de Saint-Palais en tentant d'éviter les patrouilles de police. Il fait beau, Charlotte est habillée en robe. Tout à coup, elle sent son sang couler, elle a des douleurs. Elle se sent à nu.»

Charlotte: «Ça ne ressemble pas du tout à mes règles habituelles, j'appelle ma gynécologue. Elle me répond de manière abjecte: "Ah mais c'était une grossesse désirée?" Elle m'a enlevé le stérilet, elle le sait bien... "C'était peut-être un faux positif, allez faire une prise de sang." Je raccroche en étant encore plus triste. Je suis surtout en colère contre mon corps. Il n'est pas capable de faire et de garder un bébé. Pendant le début du confinement, j'ai fumé des clopes, j'ai bu. Tout est de ma faute.»

Frédéric: «C'est brutal pour nous deux, cette expulsion d'un tout petit truc qui se créait. Ça fait un an, un an et demi qu'on essaie d'avoir un enfant. On se situe dans la fin des pronostics.»

Charlotte: «On ne parle pas vraiment de cette fausse couche autour de nous. C'est compliqué, on est confinés, on n'a pas nos potes pour en discuter. Cette première épreuve nous fait du mal, mais ça nous soude beaucoup en tant que couple. On se rend compte qu'on est très présents l'un pour l'autre. L'espace d'une journée, le fait que je sois enceinte nous a projetés dans une réalité qui m'a semblé belle. La fausse couche me conforte encore plus dans l'idée que j'ai envie d'une famille avec lui.»



Charlotte, Frédéric et leur fille Albane chez

«FAIRE L'AMOUR DEVIENT MÉCANIQUE, C'EST MÊME UN PEU PESANT»

Charlotte: «Avant, notre vie sexuelle était régulière. On faisait souvent l'amour, de manière hyper naturelle. On a tous les deux une libido assez importante. A chaque fois qu'il y a pénétration, qu'il ejacule en moi, me vient en tête cette pensée: "Si ça se trouve, ce rapport-là, tout de suite, va donner un bébé. C'est peut-être le moment."

«Au bout de la deuxième, troisième année d'essai, on commence à faire l'amour différemment. On se met à calculer les moments d'ovulation. On fait attention d'avoir des rapports avec pénétration, et que l'éjaculation se fasse en moi, ce qui n'était pas automatique pour nous. Après, je reste allongée un moment, je ne vais pas directement aux toilettes comme avant. Je réfléchis vraiment à tout ça.»

Frédéric: «On a une pratique plus mécanique, on s'impose une temporalité. Au début, on en fait même un jeu. Je le vis assez bien. Mais les mois passant, ça devient compliqué. La réflexion prend de la place. Faire l'amour n'est pas un acte totalement réfléchi. S'il n'y a plus de surprise, c'est moins intéressant, je trouve. Je sens que le fait de s'obliger change un peu ma libido. Mon envie et mon épanouissement sexuels sont un peu moins libérés, un peu moins fous. Je suis moins entreprenant. Cette période rompt notre spontanéité.»

Charlotte: «A un moment, c'est même un peu pesant. Dans mes relations précédentes, j'ai trop connu de fois où je me suis forcée à



eux, à Arles (Bouches-du-Rhône), le 7 mars.

faire l'amour. Je ne veux plus jamais me forcer. Donc parfois, il "fallait le faire", mais on ne l'a pas fait. En novembre 2020, pour la deuxième fois, je n'ai plus mes règles. Je vais voir ma gynéco, je passe en labo faire une prise de sang, et c'est confirmé: je suis bien enceinte. On est confinés, je ne pense qu'à ça. Je me projette encore plus fort. Ça va être incroyable! Une dizaine de jours plus tard, juste avant la première échographie de datation, j'ai des douleurs atroces. La douleur s'empare de moi, je ne peux plus bouger.

Frédéric: «D'habitude, Charlotte encaisse beaucoup, et bien, la douleur. Là, je la vois hurler à cause des crampes. Je lui dis qu'il faut aller à l'hôpital. Elle résiste un peu, se dit que ce n'est pas grave... Et accepte finalement. On va à l'hôpital. On sait que quelque chose se passe mal, mais on ne sait pas quoi. Pour rendre ça moins anxiogène, je lui dis en rigolant: "T'es constipée, il y a un gros caca qui bloque." Mais à l'hôpital, c'est l'angoisse. Les urgences gynéco ne nous accueillent pas bien.»

Charlotte: «Elles nous accueillent mal, même. C'est un endroit horrible, où se côtoient à la fois les femmes qui sont enceintes, celles qui ont des problèmes, celles qui veulent avorter... Je suis en train de perdre mon bébé et des meufs attendent pour accoucher. L'équipe est tellement speed que je ne suis pas bien écoutée. La première échographie pelvienne est extrêmement douloureuse. Je le dis à la médecin, qui ne m'écoute pas. Elle insiste pour continuer. Je dois à mon tour insister pour qu'elle arrête

l'examen, c'est trop douloureux. Ils ne trouvent rien et nous renvoient à la maison, sans me proposer de médicament pour soulager mes douleurs.

«Toute la nuit, ça me tord, les pires douleurs de ma vie. Le lendemain, on revient à l'hôpital pour continuer les tests. On me fait passer une nouvelle échographie. Avec une grande douceur cette fois-ci, la médecin me dit qu'il s'agit d'une grossesse extra-utérine. Je me mets à pleurer tout de suite. Je ne sais pas ce que ça veut dire. Je lui demande: "Ça veut dire que je vais le perdre? Ou on peut faire quelque chose pour que ça continue?"

«On me fait une piqûre pour évacuer l'embryon coincé dans les trompes. Je retourne tous les jours qui suivent à l'hôpital pour vérifier que ça va bien, pour faire des tests. C'est très, très dur. Contrairement à la première fausse couche, on se met à en parler à nos proches, à notre famille. Après une fausse couche précoce et une grossesse extra-utérine, je suis en colère contre moi, contre mon corps qui n'est pas fonctionnel. Je me dis qu'il est nul, que je n'assure pas.»

Frédéric: «Ce jour-là et les suivants, on pleure beaucoup. Les gens ont tendance à idéaliser les trois premiers mois. On n'en parle pas comme si c'était une période morte. Pourtant, les fausses couches existent. Je me mets à beaucoup en parler à mon entourage, mes amis. Ne pas minimiser est une vraie catharsis.»

Charlotte: «Avec Fred, cette nouvelle épreuve nous soude encore plus. On s'est toujours dit qu'on était déjà une famille.»

«J'AI BEAU L'ACCOMPAGNER, FAIRE MOI-MÊME DES TESTS, JE ME SENS IMPUSSANT»

Frédéric: «Après la grossesse extra-utérine, le Covid et chacun dix ans de vie à Paris, on ressent un besoin de renouveau. En novembre 2021, on déménage à Arles. On se pose beaucoup de questions: comment va-t-on mettre en place un processus médicalisé?»

Charlotte: «Je fais une échographie pelvienne chez le gynéco. Il voit que j'ai un kyste sur l'ovaire gauche et me fait (attention, préparez-vous) une hystérosalpingographie pour vérifier mes trompes [une radiographie avec un produit de contraste injecté, ndlr]. Ma trompe droite est bouchée. Tous ces examens prennent du temps. Pendant un an, je consulte des spécialistes en pagaille. Tout ça pour en arriver à la conclusion: il nous faut faire une FIV [fécondation in vitro]. Le décliv

est énorme pour moi. Je comprends enfin pourquoi ça ne marche pas. Je ne ressens plus de colère contre moi, pas de honte ni de culpabilité. Trois ans après avoir enlevé mon stérilet, en décembre 2022, c'est parti, on se lance dans le transfert d'embryon. En début de mois, on commence le processus de stimulation ovarienne: une piqûre par jour au départ pour booster la production d'ovocytes. J'ai la chance de ne pas avoir de gros chamboulements hormonaux. La veille de l'implantation, j'ai juste des sensations physiques d'ovaires surremplis. Mon ventre est très gonflé et me fait mal.»

Frédéric: «Pendant tout ce processus, on a 15 à 20 rendez-vous médicaux à l'hôpital. Je

fais mon possible pour être présent à quasi-tous. Dans les salles d'attente, il y a beaucoup de femmes seules. On se demande ce que font ces femmes, et leurs partenaires qui ne sont pas là, dans la vie. Le jour de la ponction des ovocytes de Charlotte, j'attends dans le couloir avec une mallette, comme un homme d'affaires ou un espion. On me missionne pour apporter les embryons à la chambre de cryogénérisation. Cet acte symbolique m'aide à ne pas me sentir inutile.»

Charlotte: «Puis vient le jour de l'insémination. Comme ça ne fonctionne pas naturellement, c'est sûr, là, ça va fonctionner! Les premiers résultats de prise de sang, négatifs, me font très mal.»

Frédéric: «Moi je suis assez pragmatique. Je garde les statistiques en tête, entre 20% et 30% de taux de réussite pour une insémination artificielle.»

Charlotte: «On fait une deuxième tentative. Ça ne marche pas. Une troisième, une quatrième, ça ne marche pas non plus. A chaque fois, c'est la même chose. Piqûres, implantation. Pendant les deux semaines qui suivent, on essaye de vivre normalement. Puis la prise de sang et le verdict. Suit la période de dépression. On se relève, on recommence. A la quatrième tentative, on reçoit un courrier intitulé "Bilan d'échec d'implantation". Ils n'ont pas d'autre nom franchement?»

Charlotte: «Je commence à avoir du mal à être dans la même pièce que des femmes enceintes. Des amis, mon frère nous annoncent des grossesses. Tout ça me rend triste. Pourquoi ça ne m'arrive pas?»

Frédéric: «Pour faire attention à la personne que je chéris le plus au monde, je me mets en mode carapace. Je ne laisse pas parler mes émotions. Peu à peu, s'exprime en moi une personne un peu plus violente. Mon écoute est moins compréhensive que d'habitude. J'ai des accès de colère dans la vie quotidienne. J'ai beau l'accompagner en rendez-vous, faire moi-même des tests, je me sens impuissant. Je la vois aller de moins en moins bien dans son corps, et je ne peux rien faire.»

Charlotte: «Fred s'empêche d'être triste. Mais moi j'ai besoin qu'on soit triste ensemble! Un jour, on finit par en parler longuement. C'est important qu'on puisse être vulnérables et tristes ensemble. Ça fait quatre ans que ça dure quand même.»

Frédéric: «Je me mets à consulter un psy pour essayer d'exprimer mes émotions, parler de moi. *Classic shit de mec...* J'apprends peu à peu à partager la manière dont ça me touche. Jusqu'ici, je ne voulais pas la considérer, comme si elle était dangereuse. Je comprends que j'ai eu tendance à me recroqueviller sur moi-même et sur mon couple, au détriment de mes activités professionnelles, personnelles, familiales. Je reprends le sport, je prends plus soin de moi.»

Charlotte: «L'été approche, et toujours rien. On se dit: "Viens, on va faire une bonne pause." Je recommence à boire, à fumer. Je sors de ce côté "mon corps est un temple". Et c'est génial. Comme l'impression d'une grande respiration.»

Frédéric: «Comme des vacances.»

«CETTE-NUIT-LÀ, CHARLOTTE ÉTAIT AVEC QUELQU'UN D'AUTRE»

Charlotte: «Après la parenthèse dolce vita de l'été 2023, j'ai besoin de me réapproprier mon corps, de le sentir vivant. D'abord, je décide de faire un jeûne d'une semaine en octobre avant de tenter une cinquième implantation d'embryon en décembre 2023. Ce n'est pas prévu ou recherché, mais je perds beaucoup de poids. J'ai l'impression de me débarrasser de toutes les hormones ingérées, de me libérer de tout ça. Quand je reviens, j'en parle à Fred. Rapi-

Suite page 14



Une échographie de Charlotte avant l'une de ses fausses couches. PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE. TENDANCE FLOUE

Suite de la page 13 dement, on réévoque la possibilité d'ouvrir notre couple, c'est-à-dire pouvoir avoir des relations sexuelles avec d'autres personnes à côté de notre relation primaire. On en a déjà parlé plusieurs fois depuis le début de notre relation, comme une option possible.»

Frédéric: «Je le fais d'abord pour elle, je pense à moi après. Comme beaucoup de femmes, je sais qu'elle a un rapport terrible à son corps. Elle est très malheureuse dedans. Avec le temps, je comprends que voir quelqu'un d'autre peut la faire se sentir belle, jolie. Même mes mots doux, mes caresses ne suffisent plus. De mon côté, je me rends compte qu'avec cette libido en dents de scie, tributaire du rythme d'injections, j'ai perdu mes qualités de séduction. Je ne sais plus le faire, que ce soit avec Charlotte mais aussi d'autres femmes. Je ressens le besoin de me retrouver moi et ce jeu de séduction, en discutant avec des femmes, sans sexe.»

Charlotte: «Un homme me drague, on a une aventure. Je me vois désirée par d'autres yeux que ceux de Fred. Ça me redonne confiance en moi, de la force. Comme un petit diamant qui brille. Mais je ne gère pas sur certaines choses. C'est une période compliquée et difficile pour notre couple.»

Frédéric: «On a deux règles: pas dans le cercle d'amis et on doit prévenir avant de devenir intime avec quelqu'un. La seconde n'est pas respectée... Elle me ment et me dit après coup qu'elle a couché avec quelqu'un, qui plus est de notre ville. Moi je ne voulais pas qu'on rencontre des gens dans la ville où on habite, elle, ça ne la dérangeait pas. C'était une zone grise et je suis mis devant le fait accompli. Pour moi, c'est très difficile. Je suis à deux doigts de basculer dans la dépression.»

Charlotte: «En décembre 2023, on fait notre cinquième tentative d'implantation. C'est l'avant-dernier embryon qui nous reste. Quinze jours après l'opération, on reçoit un courrier. Sur le papier, là où normalement on voit des 0 qui s'alignent, on voit des chiffres. Je suis surexcitée, je saute partout, je crie. Je me dis aussi que je vais peut-être faire une nouvelle fausse couche. Vient la première échographie, et on le voit enfin: ce minuscule

haricot, notre tomate cerise, comme on l'appelle, est installée. Je me prends un tsunami énorme dans la gueule. C'est minuscule mais tellement énorme pour moi.»

Frédéric: «C'est juste avant Noël, les parents de Charlotte sont de passage à la maison. On pleure de joie pendant deux jours. Les jours qui suivent sont malgré tout difficiles pour moi. Je pète un peu un câble. L'embryon développé de cinq jours a été implanté le 12 décembre. Même s'il date de bien avant, puisqu'il est créé depuis un an avec mes spermatozoïdes, je ne peux m'empêcher de faire le calcul dans ma tête: 12 décembre moins cinq jours, ça correspond au 6 décembre. Or, cette nuit-là, elle était avec quelqu'un d'autre. On a beau avoir construit ce bébé depuis bien plus longtemps, la symbolique me fait très mal. Pendant deux ou trois mois, c'est lancinant dans ma tête... La joie de cette grossesse tant attendue, la perspective de l'arrivée du bébé me détachent peu à peu de ces pensées.

Charlotte: «Je passe mon premier trimestre de grossesse en hiver, à hiberner, avec des nausées. Je me couche tôt tous les soirs. J'ai peur en permanence de perdre le bébé. Je ne fais plus de vélo, je fais attention à ne plus faire de mouvement brusque. Je ne pousse même plus trop quand je fais caca, de peur que ça interrompe la grossesse... C'est en permanence dans ma tête. Le deuxième trimestre, je suis on fire, à me dire en boucle "Who run the world? Me with my baby!" Je

ne me suis jamais sentie aussi bien dans mon corps. Plus rien ne peut m'arrêter, c'est que du kiff.»

Frédéric: «Quand on reçoit les résultats du test trisomie 21, ils sont positifs. On a un pin-cement au cœur, mais notre médecin nous a prévenus qu'il pouvait y avoir un deuxième test. Finalement, le second est négatif. Passé le stress des premiers mois, c'est finalement une grossesse classique. De mon côté, je trouve ça délicat de ne pas porter l'enfant. Charlotte a quand même des douleurs, elle ressent des choses intérieurement: le développement de l'embryon, la position du bébé... Cet élément physique, nous ne le connaissons pas en tant qu'homme. Je passe mon temps à me demander comment je peux faire pour le "coporter". En étant attentif à Charlotte, à ses besoins.»

Charlotte: «À la fin de la grossesse, en juillet, je monte sur une chaise et tombe. La chaise s'enfonce dans le ventre. J'ai énormément peur pour mon bébé, je l'ai cabossé, c'est sûr il va naître avec un trou dans la tête... J'en parle à ma sage-femme à mon rendez-vous mensuel. Finalement ce n'est qu'une grosse frayeur, heureusement!»

«ÇA ME SAOULAIT, LES HISTOIRES OÙ LES COUPLES ARRIVAIENT À AVOIR UN BÉBÉ À LA FIN...»

Charlotte: «Après cinq ans à attendre ce moment, ça y est, je vais accoucher. On est en septembre 2024. À la base, je n'aime pas les hôpitaux. Alors après des années de médicalisation, je veux un accouchement naturel. Je commence le travail en salle nature sans péridurale. Ça dure très longtemps.»

Frédéric: «On a préparé des playlists à mettre sur une petiteceinte. Une techno, une autre de chansons militantes de notre chorale, une pop... Mais au bout de huit heures, on n'a plus rien, on passe en aléatoire!»

Charlotte: «J'ai beau pousser, le bébé ne sort pas. On me fait une perfusion d'ocytocine pour aider à déclencher, mais ça ne fonctionne pas. On me déplace dans une salle d'accouchement plus classique. Il est 6 heures du mat, ça fait plus de douze heures que j'ai des contractions horribles. On me propose

«J'ai entendu tellement de choses que j'aurais voulu ne pas entendre pendant ces années: "Si t'y penses trop, ça ne va pas marcher", "il faut que tu te détendes sur ce sujet", "t'inquiète, ça va arriver..."

Charlotte

une péridurale pour pousser une heure de plus, ou bien la césarienne. J'ai envie de voir mon bébé, ça me fait complètement oublier la médicalisation. Ouvrez-moi le ventre immédiatement, que je puisse la voir!»

«Albane naît le 8 septembre 2024 par césarienne sous anesthésie locale. Avant même de la voir, on l'entend. On se met à pleurer instantanément. Je vois sa petite tête, elle est tellement belle. Je lui fais un bisou. Cet instant est très très bref avant qu'elle n'aille en salle de soins. Je ne la rencontre que plus tard.»

Frédéric: «Voir ces petits cathétérants rentrer dans le nez de notre bébé tout recroqueillé, c'est un peu dégueu. Puis je l'ai vingt minutes en peau à peau. Je me mets à pleurer. Ma fille est là, bien réelle, dans mes bras. C'est pas du chiqué. Cette petite fille est présente et le sera toute ma vie. Je prends conscience, comme un vertige, de choses par rapport à mes propres parents. Tout ce qu'ils ont vécu et traversé, je le vis. J'acte cette responsabilité, je suis plein de joie.»

Charlotte: «C'est à la fois normal et magique de l'avoir dans nos vies. Le soir, quand je lui parle pour l'endormir, je lui dis que c'est un soleil. Elle est très souriante, rigolote. Une amie à moi se demande parfois pourquoi elle a fait des enfants, elle se sent dépassée par la maternité. Elle me demande si j'ai déjà pensé ça. Non, ça ne m'a jamais traversé l'esprit. Mon post-partum s'est bien passé. J'ai eu une journée où je me suis sentie très seule et triste. Fred était parti travailler. Mais sinon, je savoure chaque instant avec elle, chaque moment est un délice. Peut-être est-ce parce que je l'ai désirée pendant tant de temps?»

«J'ai entendu tellement de choses que j'aurais voulu ne pas entendre pendant ces années: "Si t'y penses trop, ça ne va pas marcher", "il faut que tu te détendes sur ce sujet", "t'inquiète, ça va arriver..." Ben non, t'en sais rien si ça va arriver. D'ailleurs, ça me saoulait de lire des histoires où les couples arrivaient à avoir un bébé à la fin... Je détestais les conseils, alors je ne dirais qu'une chose aux personnes qui ont du mal à avoir un enfant: aimez-vous, profitez de vos proches. J'ai eu [elle s'interrompt, émue]... J'ai eu l'impression que je ne trouvais pas d'histoire qui ressemblait à la mienne. J'ai beaucoup écouté de podcasts, comme *Bliss*, mais ça reste encore tabou. Même si j'ai eu la chance qu'on soit très présents l'un pour l'autre, même si Fred m'a soutenue à chaque seconde, que j'ai toujours senti son amour de manière puissante et forte, ce sentiment de solitude était toujours là.»

Frédéric: «Il faut se sentir libre d'en parler autour de soi, faire confiance aux autres. Il faut briser le tabou de la grossesse. Ce n'est pas juste l'annonce et l'accouchement, c'est tout un processus. Il faudrait aussi que l'hôpital et les soignants aient plus de moyens et de temps pour prendre en charge les gens avec douceur. Aujourd'hui, même si on s'envisage toujours comme un couple ouvert, dans les faits, la naissance d'Albane a rétabli une forme de monogamie dans notre couple. Elle est notre priorité. La question du couple continue de se poser après la naissance. Même si on fait moins l'amour qu'avant, on prend le temps d'explorer d'autres formes de sensualité, de sexualité.»

«Avec Charlotte, ces années nous ont beaucoup rapprochés. Je m'imaginais vivre ça plus tôt dans ma vie, mais je crois plus au voyage qu'à la finalité. Elles ont nourri une vie commune, même si notre calendrier commun était tourné vers le fait d'avoir un enfant. Tout ça nous a servi à comprendre qui on était en tant que couple et en tant qu'individus.»

Charlotte: «Sur notre frigo, on a toujours un petit autocollant en forme de cœur. Celui de la pastèque du premier jour de notre rencontre.»

Bourges CLIMAT TOUR

Libé



PLEIN PHARE SUR LA CULTURE

Showcase TerreNoire Spectacle Frédéric Ferrer
Débats Françoise Vergès, Eva Jospin, Sébastien Kheroufi,
Rose Lamy, Frédérique Aït-Touati, Marina Chiche,
Lydie Lescarmontier... Lieux Théâtre Jacques Cœur,
Muséum d'Histoire Naturelle

03/04 avril



À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Koh-Lanta - La revanche des 4 Terres. Jeu. Émission 4 (Parties 1 & 2). Présenté par Denis Brogniart.

23h40. Une famille en or. Jeu. Présenté par Camille Combal.

FRANCE 2

21h10. Le grand échiquier. Magazine. Dalida. Présenté par Claire Chazal, André Manoukian. **23h20. Génération Paname.** Divertissement.

FRANCE 3

21h05. Alexandra Ehle. Série. L'effet miroir. Avec Julie Depardieu, Bernard Yerlès. **22h35. Alexandra Ehle.** Série. La survivante.

CANAL+

21h05. Jamais plus - It ends with us. Drame. Avec Blake Lively, Justin Baldoni. **23h15. Des gens bien ordinaires.** Série. Épisode 7.

ARTE

21h00. 1979 - La bascule vers l'islamisme. Documentaire. L'émergence des chefs religieux. La toute-puissance de la révolution. **22h40. Iran - Rage contre le régime.**

M6

21h10. Sister Act 2. Comédie. Avec Whoopi Goldberg, James Coburn. **23h10. Sister Act.** Comédie. Avec Whoopi Goldberg, Maggie Smith.

FRANCE 4

21h00. J'aime à dire. Magazine. Présenté par Raphaël Yem. **22h20. Jean-Baptiste, Madeleine, Armande et les autres....** Théâtre. Avec Florence Viala, Elsa Lepoivre.

FRANCE 5

21h05. Enquête de santé. Magazine. Les pouvoirs de l'alimentation sur notre cerveau. **22h50. C ce soir.**

PARIS PREMIÈRE

21h00. Le clan des siciliens. Policier. Avec Jean Gabin, Lino Ventura. **23h15. Borsalino.** Film.

TMC

21h25. C'est pour demain. Documentaire. Que faire de nos déchets ? **23h05. C'est pour demain.** Documentaire.

W9

21h10. L'île de la Tentation. Jeu. Émission 9 (1 & 2/2). Présenté par Delphine Wespiser. **23h10. L'île de la Tentation.** Jeu.

TF2

21h10. Percy Jackson, le voleur de foudre. Fantastique. Avec Logan Lerman. **23h25. Jumanji.** Film.

CSTAR

21h10. Bastille Day. Action. Avec Idris Elba. **23h05. Braquage en or.** Film.

TF1 SÉRIES FILMS

21h05. Camping Paradis. Téléfilm. Ça swingue au camping. Avec Laurent Ournac, Jennifer Lauret. **23h00. Camping Paradis.**

6TER

21h10. Didier. Comédie. Avec Alain Chabat, Jean-Pierre Bacri. **23h10. Kaamelott.** Série.

CHÉRIE 25

21h05. Snapped : les femmes tueuses. Magazine. 2 épisodes. **22h55. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.

L'ÉQUIPE

21h10. Wake Up. Action. Avec Jonathan Rhys Meyers, William Forsythe. **23h00. L'Équipe du Soir.** Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h10. 100 jours avec les dépanneurs de l'autoroute. Documentaire. Nuit blanche en Normandie. **22h30. 100 jours avec les dépanneurs de l'autoroute.** Documentaire.

RMC STORY

21h10. Alien Fiction. Documentaire. 2 épisodes. **22h55. Alien Fiction.** Documentaire.

LCP

20h35. Débatdoc. Documentaire. L'audience, dans les coulisses de la justice d'asile. **21h30. Débatdoc - Le débat.**

Libération

[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux),
Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Pérón (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saura être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initialle du prénom.nom@liberation.fr



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

8	1	2	3	7	9	6	4	5
9	3	4	5	6	8	2	7	1
5	6	7	1	2	4	8	9	3
7	5	6	9	8	1	4	3	2
1	4	8	2	3	7	9	5	6
2	9	3	6	4	5	7	1	8
6	7	1	4	5	2	3	8	9
4	2	5	8	9	3	1	6	7
3	8	9	7	1	6	5	2	4

DIFFICILE

5	8					3	7
3	9		6			1	
7			8			5	
	2	8	3			6	
4		7			9		
6		4	1				
7		8		3			
4		2	8	7	6	4	

D SUDOKU 5502 MOYEN

2			4		7			
	8		6			5		
6	5		7	9				
3	9	8		6		4		
	6		2		9			
4		3	5	6				
8	6	4			1			
9		5		8				
2	1	9	8			7		

D SUDOKU 5502 DIFFICILE

5	8					3	7
3	9		6			1	
7			8			5	
	2	8	3			6	
4		7			9		
6		4	1				
7		8		3			
4		2	8	7	6	4	

Faites un don à Libé

◆ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

◆ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

◆ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal : liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un don

IDEES/

Jeanne Guien

«Nous avons assez de vêtements pour tenir jusqu'en 2100»

Dans «*le Désir de nouveautés*, la philosophe déconstruit cinq siècles de discours enchanté sur les notions d'évolution et de progrès, et prouve avec brio que la «néophilie», cet attrait pour le neuf, n'a rien de naturel ni d'instinctif.

Recueilli par
MARIE-ÈVE LACASSE

Désirer la nouveauté va-t-il de soi ? Y a-t-il en chacun de nous une attente diffuse, un creuset de frustrations qui nous inviterait, depuis la nuit des temps, à vouloir constamment posséder de nouvelles choses, qu'elles soient matérielles ou non ? Pour Jeanne Guien, docteure en philosophie, la réponse est sans équivoque : non. *Le Désir de nouveautés*, titre de son dernier ouvrage, déconstruit pas à pas cette idée. Selon l'autrice, l'attrait pour le neuf serait le fruit d'une longue construction, inscrite au cœur du capitalisme, savamment orchestrée depuis le commerce colonial jusqu'au marketing récent.

Pour le démontrer, cette philosophe de la technique s'attache aux mécanismes discursifs qui font de la nouveauté, à travers l'histoire, le synonyme de progrès – quand des termes comme «innovation» ou «évolution» chercheraient à masquer l'exploitation qu'ils génèrent. Ses précédents travaux, sur l'histoire de l'obsolescence, le *freeganisme* (récupération alimentaire, qu'elle pratique) ou la collecte municipale des déchets, construisent une œuvre critique de la société de consommation et du gaspillage, comme on peut le lire dans *le Consumérisme à travers ses objets* (2021) et *Une histoire des produits menstruels* (2023) tous deux parus aux éditions Divergences.



RAPHAËL SCHNEIDER

INTERVIEW

Déchets, obsolescence, consumérisme... Qu'est-ce qui, en tant que philosophe, vous a poussée vers ces thématiques ? Je m'intéresse depuis longtemps aux effets de l'évolution technique sur les vies humaines et aussi à la récupération, au recyclage, aux formes de reproduction et de distribution alternatives. Comment circulent les objets, comment s'inventent les modèles de la grande distribution et l'histoire de la publicité ? L'étude de cette production, à la fois des objets et de leurs discours justificateurs, nous amène à comprendre leur gaspillage. Mon postulat de départ est matérialiste : il n'y a pas de langage sans objet, pas de discours sans support. Et la néophilie se transmet par des discours.

Justement, dans *le Désir de nouveautés*, vous démontrez que la «néophilie» repose non pas sur un désir réel de posséder de nouvelles choses, mais sur le langage et sa manipulation...

Prenons le mot «innovation». Ce terme sert à réenchanter les effets violents de l'introduction de nouvelles méthodes de production, en promettant qu'elles apporteront plus de confort et de liberté. Chaque

fois qu'il y a des discours qui valorisent la nouveauté, c'est pour produire de l'adhésion et de l'aveuglement. Dans le cas des nouvelles technologies, l'innovation justifie l'exploitation – une réalité invisible pour les consommateurs, car elle se déroule, souvent, à l'autre bout du monde. Est-ce cela, le progrès ?

Le gain d'efficacité et de puissance sert à justifier une exploitation masquée. C'est peut-être innovant du point de vue des compétences pour un petit nombre de personnes, mais cette nouveauté va aussi créer des emplois déqualifiés et moins bien payés par ailleurs, comme l'a prouvé le sociologue Antonio Casilli avec les travailleurs du clic (pour prendre un exemple actuel). Pour justifier des formes de destruction du travail et de mise en obso-

lescence de l'emploi, on parlera donc d'innovation.

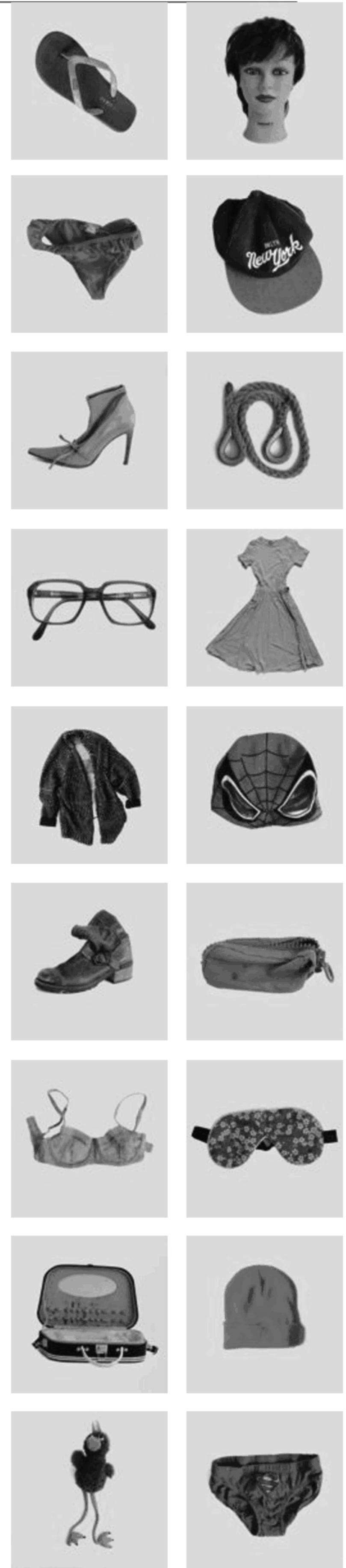
Les solutions techniques seraient donc aux antipodes du progrès social ? Une forme de régression, même ?

Les nouveaux objets n'apportent pas par eux-mêmes de solutions politiques. C'est tout le contraire : ils posent des problèmes. Face à chaque nouvel objet, il faut poser la question : qui va être dominé ? Chaque objet rebat les cartes des rapports de force. Prenons le cas, dans les produits jetables, des protections périodiques. Passer des ceintures menstruelles aux tampons libère du temps pour les femmes, et désenivre leurs mouvements. Ce gain de mobilité a été présenté par l'industrie menstruelle comme un gain de liberté, une émancipation, ce qu'il n'est nullement : les marques qui fabriquent ces produits ne se sont jamais engagées dans les combats féministes et les ont même freinés.

Pourtant, le confort que nous apportent les objets est réel. N'importe quel objet du quotidien semble nous alléger la vie, comme la machine à laver...

Toute nouvelle technologie bouleverse le monde social, mais cela ne conviendra pas à tout le monde. On l'oublie si on se focalise sur le seul point de vue du consommateur. Le terme d'«évolution» est encore trop mélioratif, comme «progrès» pour justifier la consommation et le gaspillage. La question, c'est : qui bénéficie de ce supposé progrès, et qui en pâtit ? Prenons votre exemple de la machine à laver. A-t-elle réduit le temps que les femmes passent à faire la lessive ?

«Mon postulat : il n'y a pas de langage sans objet, pas de discours sans support. Et la néophilie se transmet par des discours.»





Oeuvre de l'artiste bruxelloise Barbara Iweins qui a répertorié et photographié, suite à un onzième déménagement éprouvant, les 12 795 objets de sa maison dans un Katalog. Nous en avons sélectionné 54.

PHOTOS BARBARA IWEINS. DELPIRE AND CO

Non, car tout objet technique modifie nos modes de vie et nos horizons d'attente. Si on peut laver mieux, les attentes en termes de propreté changent: aujourd'hui, on s'attend à beaucoup plus de propreté, à ce que les vêtements soient immaculés, que les enfants aient toujours des vêtements ajustés, propres et à la mode, et globalement, que les gens aient plus de vêtements.

Comme l'a montré l'historienne Ruth Schwartz Cowan, laver le linge demande, certes, moins d'efforts, mais autant, voire plus de temps qu'avant. L'objet lui-même ne change pas la différence de temps de travail gratuit passé à faire la lessive, et ne règle pas la question de la division genrée du travail.

Ensuite, il faut produire ces machines, les déplacer, les traiter comme déchets, les brancher à un réseau d'eau et d'électricité, produire des détergents très polluants pour qu'elles soient efficaces... On a tendance à oublier que les objets ne fonctionnent pas seuls. Une télécommande est reliée à une télévision, alimentée par une pile, connectée à un réseau qui dépend d'un système de câbles, eux-mêmes alimentés par l'énergie électrique, etc. Mais dans les discours publicitaires, l'objet est toujours isolé, car c'est ainsi qu'il est plus facile à magnifier.

Vous démontrez, avec moult exemples, que dans l'histoire industrielle, on ne remplace pas véritablement les objets par d'autres...

Les modèles ne se substituent pas, ils s'accumulent. Dans l'histoire énergétique, l'historien des sciences Jean-Baptiste Frescoz démontre que l'on n'a pas remplacé une énergie par une autre. Pour produire du pétrole, il faut beaucoup d'acier, donc du charbon, qui lui-même a demandé du bois, pour les rails de chemin de fer. Autre exemple, les outils numériques. On accumule les objets et on les hybridise, mais on ne les remplace pas: on aura une montre connectée, un ordinateur, un téléphone portable pro et un perso, une tablette, un autre ordinateur qu'on garde comme disque dur externe...

L'histoire industrielle cherche souvent à invisibiliser les révoltes qu'elle a dû mater pour subsister. Or, vous rappelez que ce qui est perçu comme un progrès technique est souvent, dans l'histoire, source de conflits sociaux importants...

Quand on s'intéresse au storytelling des marques, celui que l'on trouve dans l'onglet «Notre histoire» de leurs sites internet, on trouve souvent des réécritures délirantes qui propagent l'idée que l'histoire des développements techniques s'est faite de façon pacifiée et linéaire. Or, le soi-disant progrès a sacrifié énormément de monde et a été à la source de beaucoup de révoltes, voire d'insurrections.

A chaque tentative de modifier la vie des gens pour en tirer plus de travail, il y a toujours eu, historiquement, beaucoup de résistance. A Lyon, au XIX^e siècle, la révolte des canuts, liée à la mécanisation des outils textiles, a été très violente. Les ouvriers

jouaient leur vie, sans autre perspective que celle du chômage total.

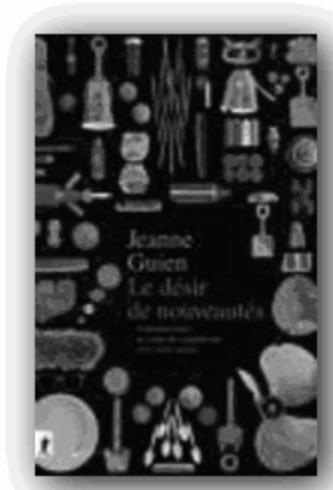
Vous posez dans votre livre une question macroéconomique, à savoir: doit-on faire reposer l'économie sur le gaspillage? Mais si ce n'est pas le cas, comment faire perdurer l'économie?

Penser une économie décroissante est possible, beaucoup d'économistes l'ont montré. J'ajoute que c'est notamment penser une économie localisée qui fonctionne sur la maintenance. Garder les biens qui nous entourent en bon état, les recycler, les partager, les faire circuler, c'est un travail. Et toutes ces activités correspondent à des métiers, comme le nettoyage, la réparation, vérifier que les équipements sont en état de fonctionner... Dans le domaine de l'entretien et de la remise en état des objets, ces métiers ne sont pas regardés comme productifs; on pourrait comparer cela avec le domaine du «care» mais pour les objets.

Or des économistes ont calculé que nous avons assez de vêtements pour tenir jusqu'à 2100. On a déjà assez d'objets. On en a même trop. Gérer tout ce dont on veut se débarrasser, ce que le philosophe Alexandre Monnin et ses coauteurs ont appelé les «communs négatifs», comme lorsque l'on démantèle une centrale nucléaire, nous oblige aussi à prendre soin de ce que la nature n'arrive plus à absorber. Une économie non croissante fonctionne donc en partie grâce à la maintenance, à la réparation et à la répartition juste de ce que nous avons déjà, et à la bonne gestion de ce que l'on veut abandonner. Perdurer, ce n'est pas croître.

Vous étudiez la mode, l'agriculture, l'informatique, entre autres, comme des champs de l'économie planifiés pour l'obsolescence. Y a-t-il des domaines de l'économie qui ne sont pas fondés sur cette logique?

Oui, le service à la personne, l'éducation, le social, le soin des autres et l'entretien du monde matériel. C'est ça qui devrait être à la base de la vie économique, c'est-à-dire de l'organisation collective de la subsistance et du bien-être. Malheureusement, on entend souvent que là aussi il faudrait à tout prix chercher à innover – ce discours se diffuse partout et touche tous les aspects de la vie, de l'art au social en passant par les domaines que vous avez cités. ➜



LE DÉSIR DE NOUVEAUTÉS

JEANNE GUIEN
La Découverte, 352 pp.,
23 €, e-book: 17 €.

IDÉES /



Au service de réanimation pédiatrique de l'hôpital Trousseau à Paris en 2019. PHOTO MARIN DRIGUZ

La France doit regarder la mortalité infantile en face

Dans un silence coupable, la proportion de bébés mourant avant l'âge de 1 an ne cesse d'augmenter. Il faut d'urgence mettre en place un registre des naissances afin d'identifier les failles et instaurer les politiques publiques adaptées.



Par
ANTHONY CORTES
et
SÉBASTIEN LEURQUIN
Journalistes, auteurs de *4,1. Le scandale des accouchements en France* (Buchet-Chastel, 2025).

En 2024, 663 000 enfants sont nés en France. Parmi eux, 2 800 bébés ont perdu la vie avant même leur premier anniversaire. Dont 70 % au cours de leurs 28 premiers jours. Avec un taux de mortalité infantile atteignant désormais 4,1 décès pour 1 000 naissances vivantes, notre pays se classe tout en bas de l'échelle européenne: 23^e sur 27, entre la Pologne et la Bulgarie.

Ce triste phénomène n'est pas nouveau. Depuis 2020, année où le taux de mortalité infantile était de 3,5 pour 1 000, la hausse est constante: 3,6 en 2021, 3,9 en 2023 et 4,1 en 2024... Dans un silence coupable, des bébés meurent. Sans qu'aucune réponse à la hauteur des enjeux ne soit apportée pour améliorer durablement la santé des femmes et des enfants. Et ce malgré les alertes de soignants, de chercheurs et de différents travaux parlementaires. Les raisons de cette crise sont nombreuses.

En premier lieu, il convient de revoir le maillage territorial. D'un côté, nous avons de petites maternités (publiques

ou privées) souvent sous-dotées qui peinent à assurer la permanence des soins. Alors qu'en parallèle, les services des grands hôpitaux publics, chargés de pallier la fermeture des petites structures, sont surchargés, au point d'être

Signataires : Aurélien Pradié Député LR (Lot) **Erwan Balanant** Député Modem (Finistère) **Paul Molac** Député Liot (Côtes-d'Armor) **Paul-André Colombani** Député Liot (Corse-du-Sud) **Hervé Saulignac** Député PS (Ardèche) **Annie Le Houérou** Sénatrice PS (Côtes-d'Armor), vice-présidente de la commission des affaires sociales **Patrice Joly** Sénateur PS (Nièvre) **Marie Pochon** Députée Les Ecologistes (Drôme) **Steevy Gustav** Député Les Ecologistes (Essonne) **Alexis Corbière** Député l'Après (Seine-Saint-Denis) **André Chassaigne** Député GDR-PCF (Puy-de-Dôme) **Elsa Faucillon** Députée GDR-PCF (Seine-Saint-Denis) **Yannick Monnet** Député GDR-PCF (Allier) **Karine Lebon** Députée GDR (la Réunion) **Davy Rimane** Député GDR (Guyane) **Marcellin Nadeau** Député GDR (Martinique) **Emmanuel Maurel** Député GDR (Val-d'Oise) **Damien Maudet** Député LFI (Haute-Vienne) **Eléonore Bleuzen-Her** Présidente du Collège national des sages-femmes **Lucile Abiola** Sage-femme **Anaïs Lasbougues** Sage-femme **Marielle Thomas** Sage-femme **Lise el-Omari** Sage-femme **Christophe Prudhomme** Médecin urgentiste, syndicaliste **Olivier Ami** Gynécologue obstétricien **Brigitte Baranoff** Médecin PMI retraitée **Laura Fiquet** Fondatrice et présidente d'Atide **Katrin Acou-Bouaziz** Journaliste spécialisée sur les questions de famille.

Liste complète sur Libération.fr

surnommés «usines à bébés» par leur propre personnel. En plus de cela, notre pays se révèle incapable d'apporter une prise en charge adéquate à tous les enfants nés prématurés, la faute à des services saturés et à une pénurie de personnel.

Le secteur de la prévention, lui, représenté notamment par les centres de protection maternelle et infantile (PMI) affiche une déliquescence avancée, ôtant aux publics les plus fragiles des solutions de suivi adaptées, alors que c'était le cas dans les années 1990 et 2000, et que la précarité multiplie par cinq les risques d'issues malheureuses. En vingt ans, le nombre de mères et d'enfants suivis par ces services a été divisé par deux.

Une multitude de facteurs aux effets délétères s'additionnent pour engendrer cette augmentation de la mortalité infantile. Mais un problème majeur empêche de saisir la responsabilité précise de chacun d'entre eux: la France ne dispose pas d'un outil de mesure adapté. Un tel outil existe pourtant dans plusieurs pays voisins. Il s'agit des registres de naissance. Ces derniers recueillent et évaluent une multitude d'éléments statistiques et épidémiologiques poussés autour de l'accouchement. Permettant ainsi aux chercheurs de comprendre précisément les phénomènes à l'œuvre en croisant données socio-économiques, médicales, environnementales, comportementales... La mise en place de ce véritable tableau de bord est la première des étapes pour identifier les failles et, ensuite, mettre en place des politiques publiques adaptées.

Il y a urgence! C'est pourquoi – ici – soignants, cadres de santé, chercheurs, associations, parents endeuillés, journalistes et élus de la nation s'unissent pour demander une réaction à la hauteur de cette crise de santé publique.

Une crise qui touche directement deux générations: celle de la mère et celle de l'enfant. 3,5... 3,9... 4,1... Quel taux de mortalité infantile attend-on pour agir? ➤



RÉJOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Musk, père et fils

Retour tardif sur la mise en scène à la Maison Blanche du trio incongru qui interroge sur la répartition du pouvoir entre Trump, Musk et... X, son fils de 4 ans.

Ces derniers temps, les maîtres du monde nous sont apparus en une triplette surréaliste. Dans le Bureau ovale, ce jour de février, se trouvent réunis Donald Trump, Elon Musk et X, l'enfant de ce dernier, âgé de 4 ans. Exposée aux objectifs dans le saint des saints américain, cette trinité qui n'a rien de très catholique figure un tableau aussi sauvagrenu que grotesque qui aurait pu être peint par Salvador Dalí. Le pouvoir démocratique a ses rites et ses routines. Une fois le verdict de l'isoloir connu, la hiérarchie s'institue et la majesté se doit d'être unique. Ce trio inusité contrrevient à cet ordre des choses, sans qu'on sache vraiment ce que signifie cette transgression qui hésite entre farce potache, négligence de parvenu et basculement anthropologique.

Affirmation tribale

L'hypothèse la plus basique est que Elon Musk a pris la main et qu'il impose sa décontraction libertarienne et sa brutalité technologique au promoteur immobilier fatigué par les ans. Paypal, Tesla et SpaceX dézinguent les gratte-ciel ancrés dans le béton. A l'image, Donald Trump paraît comme mis à l'écart. Il ronchonne sous sa mèche et semble crouler sous le poids d'un destin contraire. A l'inverse, en propulsant devant les projecteurs un même qui marche depuis peu et parle à minima, Musk signifie à Trump, et à chacun d'entre nous, que rien ne sera plus jamais comme avant.

L'instrumentalisation des générations futures a toujours existé.

John Kennedy a su politiser l'intime et instrumentaliser le familial, en mélangeant les univers et en faisant valser les frontières entre domaine privé et activité publique. En France, Nicolas Sarkozy ou Gérald Darmanin ont tenté de suivre. Ils ont eux aussi fait de leurs bureaux ministériels des salles de jeu, si ce n'est des nurseries. Cela reste un argument assez classique de banalisation de la paternité pour afficher sa proximité avec monsieur Tout-le-Monde.

Le duo Elon-X est beaucoup plus perturbant dans son affirmation tribale et transhumaniste à la fois. Et il va nous falloir évoquer la psychologie particulière de Musk sans que cette tentative de compréhension ne vaille excuse. Pire, il nous sera sans doute difficile de faire la part entre le pathologique, le traumatique et le stratégique.

Errol, le père d'Elon, est un Afrikaner qui l'a élevé à la dure. La mise au défi viril allait de pair avec la mise en danger dégradante. Entre eux, les rapports restent tendus, compliqués, agressifs. Tous deux sont à la tête de nichées importantes et tout à fait intrigantes par ces temps de chute des naissances. Errol a sept enfants biologiques nés de trois femmes. Si on a bien compté et que tout est avéré, Elon en aurait 14, nés de quatre femmes.

Autant Errol était rude avec sa couvée, autant Elon semble attaché aux siens de façon quasi névrotique. Il a perdu son bébé initial, victime de la mort subite du nourrisson.

A l'ancienne, Errol estime que l'homme est sur Terre pour se reproduire. Elon dit plus ou moins la même chose. Il y ajoute une crainte devant la possible extinction de l'espèce.

Lui qui s'est lancé dans la conquête de l'espace et veut aller marcher sur Mars s'inscrit en faux contre la décroissance angoissée et la peur d'engendrer. Ne pas y voir forcément une crainte tradit devant la «submersion migratoire», même si les choses ont pu évoluer depuis son ralliement à Trump. Amateur de science-fiction et aventurier intersidéral, Musk utilise sans hésiter l'ensemble des techniques de procréation assistée. Le recours à la fécondation in vitro comme aux mères porteuses lui semble aller de soi, non pour pallier une déficience quelconque, mais pour maximiser la propagation de ses

gènes. Le milliardaire peut être imaginé comme Jupiter engrossant Danaé, recluse dans son donjon, en déversant depuis l'Olympe une ondée spermatique. Musk pense la richesse féconde et l'abondance ruisselante. Quant à son génie industriel et financier, il serait prolifique et généreux, telle une pluie d'or qu'aurait pu peindre Gustav Klimt.

Perturbations cycliques

Autant Errol était rude avec sa couvée, autant Elon semble attaché aux siens de façon quasi névrotique. Il a perdu son bébé initial, victime de la mort subite du nourrisson. Et il vit comme un arrachement la transition de genre de l'un de ses jumeaux, d'autant qu'elle se double d'une opposition politique radicale. X, lui, est apparu juste avant que son père ne rachète

Twitter, le réseau social qu'il a renommé... X.

Il est très possible que le doge du Doge, sujet à des variations d'humour et à des perturbations cycliques, soit dans une fusion protectrice avec X et que celui-ci lui serve de talisman et de doudou. Diagnostiqué Asperger, l'homme d'affaires peut avoir un besoin viscéral de la présence de ce gamin et se tamponner de l'acceptabilité sociale de leur étrange duo, quand la mécanique dynastique est censée avoir cédé à la volonté populaire.

Au point où on en est, il est aussi possible que X ait déjà pris les rênes et que, juché sur les épaules du géant de la tech, ce soit désormais lui et son intelligence artificielle en formation accélérée qui pilotent le démembrement de l'administration américaine, en se foutant les doigts dans le nez. ◀

SIGNÉ COCO



CULTURE/

Alain Platel

«La danse est souvent une traduction de ce qu'on ne peut pas dire»

A l'occasion des reprises de «Coup fatal» et «Out of Context. For Pina», le chorégraphe et metteur en scène belge, officiellement retraité depuis 2023, revient sur une carrière marquée par son engagement pour la mixité et la multiplicité des formes d'expression.

Recueilli par
LAURENT GOUMARRE
Envoyé spécial à Gand (Belgique)

Alain Platel? «C'est l'un des derniers "grands maîtres", un "papa"», reconnaît Séverine Chavrier, metteuse en scène et directrice de la comédie de Genève, qui invitait en décembre dernier la reprise de *Coup fatal* (2014), pièce emblématique du chorégraphe belge cosignée Rodriguez Vangama et Fabrizio Cassol. Un spectacle-monde, explosion chorégraphique qui précipitait l'opéra baroque dans un concert congolais, et l'inverse était vrai. Dix ans plus tard, la pièce a valeur de manifeste esthétique et politique, redoublé par une autre reprise, l'extraordinaire *Out of Context. For Pina*, où une communauté d'artistes de tous horizons débarquaient sur le plateau le corps enveloppé de

couvertures... de survie? on était en 2010.

Que raconte le double retour de cet artiste, au départ orthopédagogue, fondateur il y a quarante ans de la compagnie des Ballets C de la B.? Un hommage rendu à «sa puissance artistique et visionnaire, liée absolument à la douceur de son écoute dans un véritable travail d'équipe», salue Séverine Chavrier. Rencontre avec

INTERVIEW

Alain Platel dans ses bureaux de Gand, avant la reprise de *Coup fatal* dans le cadre de la Biennale du Val-de-Marne. Un humaniste, son chien à ses pieds. Son nom, Kitoko, signifie en lingala (une des langues parlées en RDC) «meilleur, beau, élégant». Comme son maître.

Quel est l'enjeu de reprendre *Coup fatal*, immense succès public et critique à sa création en 2014, puis sujet de crispations quelques années plus tard?

Au départ, oui, c'était très joyeux en-

tre la salle et la scène. Il y avait une dynamique unique à ce moment-là, créée par les artistes congolais, leur générosité, leur énergie face à nous, Européens dépressifs. Mais après deux ans, le discours a changé. On nous renvoyait une mise en scène signée par deux Blancs pour une pièce déconnectée des violences au Congo. Ça a été très violent pour l'équipe d'être réduits à la tragédie de leur pays, alors même que des éléments, comme le rideau de douilles de Freddy Tsimba, l'intensité des chants se référaient à une autre réalité de ce qui était montré sur scène. Moi, j'ai été absolument blessé, d'abord parce que je n'avais jamais été traité en homme blanc, et que tout mon travail, depuis le début des années 90, avait précisément consisté à mettre en jeu la mixité d'artistes étrangers. Si on a l'arrogance de parler de l'état du monde, il faut le voir aussi sur scène. Alors quand Rodriguez Vangama et Fabri-

zio Cassol m'ont invité à reprendre la pièce, j'ai demandé s'il fallait changer, réévaluer des choses. La réponse a été très claire : au contraire, défendre encore plus aujourd'hui les valeurs exprimées il y a dix ans.

Autre reprise, *Out of Context. For Pina* est programmée au Cent4 à Paris. Il semblait pourtant que vous n'aimiez pas reprendre vos spectacles.

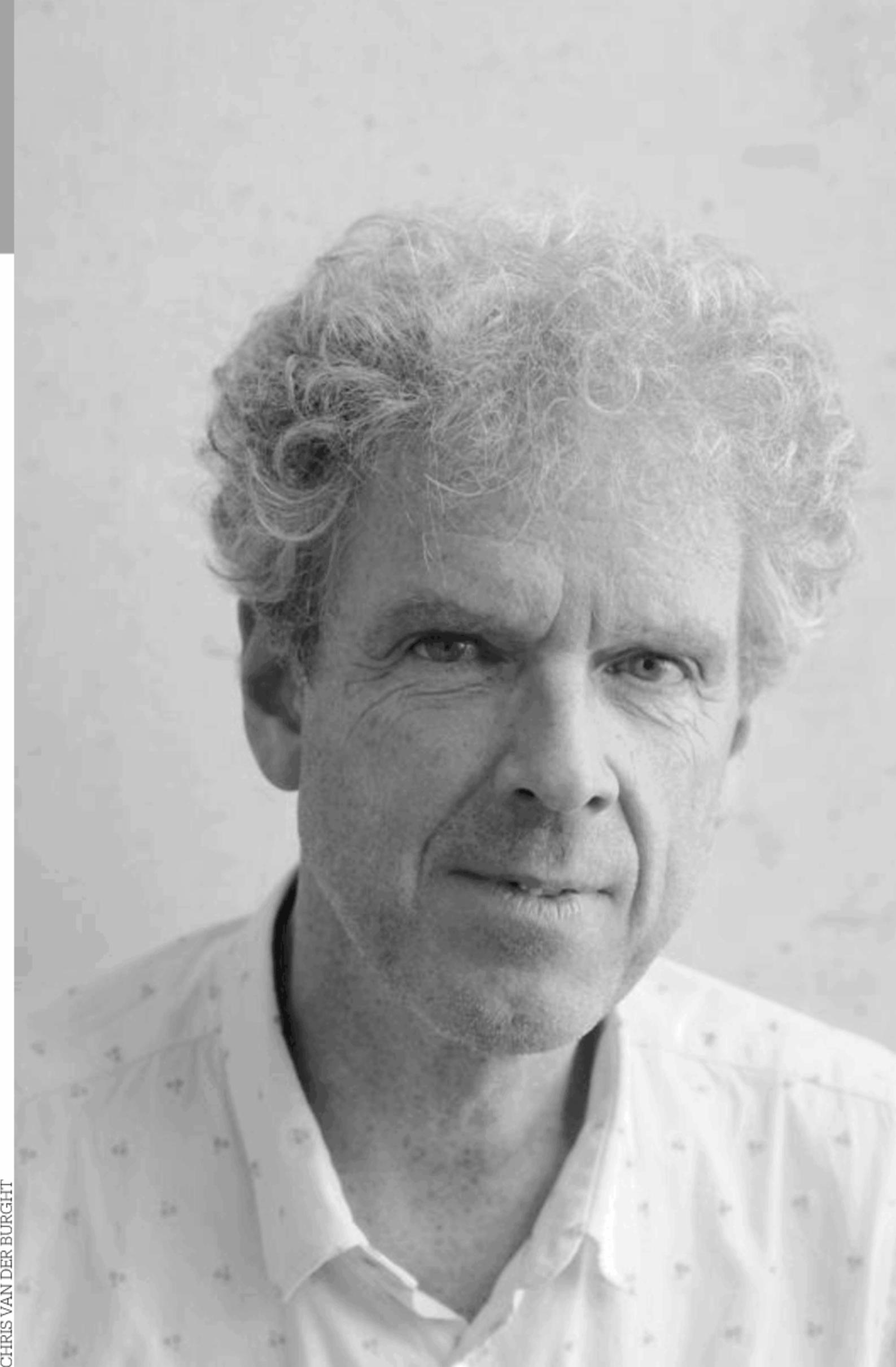
Les pièces sont liées à un moment, à une équipe. Et je n'aime pas l'idée de devoir remplacer les gens. Mais pour *Out of Context*, c'est particulier, on a tourné pendant plus de deux ans. Le dernier jour, les danseurs, les musiciens ont eu peur de ne plus se revoir, et ils ont proposé de la jouer une fois par an. J'ai trouvé ça très beau de poursuivre cette communauté, de voir comment on vieillit dans une pièce, avec des danseurs qui ont aujourd'hui plus de 50 ans.

Le spectacle est dédié à Pina

Bausch, qui a beaucoup travaillé les relations, les tensions hommes/femmes. Vous, ce serait plutôt les liens entre le groupe et l'individu.

C'est l'histoire de ma génération. Celle de mes parents avait été éduquée pour faire partie d'un groupe, et le soutenir. Moi, j'appartiens à la première génération à qui on a dit : «Vous avez un talent individuel que vous devez développer au niveau personnel, professionnel.» Je parle des années 70-80, avec des formes de groupes traditionnels qui s'épuisaient : l'église, les partis politiques, la famille aussi. J'ai passé mon enfance dans un village à côté de Gand qui, très vite, a été absorbé par la ville. Comme l'Europe a voulu devenir la grande Europe. On perdait les identités nationales, et en réaction, on a vu l'extrême droite monter en puissance. C'était le contexte de mon travail dans les années 90, de mes pièces qui invitaient des artis-

CHRIS VAN DER BURGH



tes de pays et de disciplines très différents. Au lieu d'éviter ces débats, de gommer les différences, j'ai cherché comment en faire la matière de mes spectacles.

De quelle manière ?

Tout a commencé en 1984 avec un collectif d'amis, ma sœur. On vivait ensemble dans une maison, on avait des convictions politiques. On défilait contre le nucléaire, l'inflation menée par le gouvernement belge, mais sans être directement engagés. Je n'ai jamais pu adhérer à un parti politique, je n'étais jamais suffisamment d'accord avec quelque ligne que ce soit. Et puis un jour, on a eu envie de créer des pièces comme celles qu'on voyait au Campo de Gand et d'autres théâtres en Belgique. Des œuvres expérimentales, hors cadre, hors discipline, qui me ramenaient au théâtre d'avant-garde que mon père architecte m'emménageait voir enfant. Je me souviens d'une pièce en polonais non traduite, j'avais 5-6 ans; j'en garde encore l'odeur du décor en bois frais et le souvenir d'une physicalité extrême. Je n'y comprenais rien, c'était fascinant. Comme quand j'ai vu, des années plus tard, Pina Bausch. La claqué. C'était la première fois que des danseurs s'avançaient en leur nom, utilisaient leur vie personnelle comme point de départ et réseau d'informations; des danseurs qui parlaient, criaient, usaient de mouvements quotidiens. On était tellement impressionnés qu'au départ, on la copiait avec des spectacles sur les tensions entre les sexes, avec des mouvements qui venaient de nous, qui n'étions ni danseurs ni acteurs.

Pina Bausch demandait aux interprètes non pas comment, mais pourquoi ils dansaient. Vous avez compris, vous, pourquoi vous êtes devenu metteur en scène ?

Mes études en psychologie et mon parcours d'orthopédagogue ont certainement joué un rôle dans ce désir que j'ai eu de voir et faire bouger des gens sur scène. J'avais appris que ce n'est pas seulement la bouche qui parle, mais tout le corps. Comment parle-t-il quand il est sans voix? C'était ça qui m'intriguait. Quand on n'a plus de mots pour exprimer des sentiments très profonds, le corps se met à parler encore plus. Alors regardons-le. La danse est très souvent une traduction de ce qu'on ne peut pas, ou ne peut plus dire.

Alors à quel moment avez-vous identifié ce que vous, vous aviez à dire sur un plateau?

Avec *Bonjour madame* en 1993, soit dix ans après mes débuts. C'était la première fois que j'invitais une équipe très diverse, d'enfants, d'adultes, de professionnels, d'ama-

teurs, du ballet classique, du ball-dancing. J'arrivais en répétition avec mes notes, tout bien préparé, il y avait une ambiance très agréable, les enfants et les adultes jouaient entre eux, se posaient des questions. J'observais, et je me suis dit que ma préparation n'avait aucun sens, qu'il fallait juste regarder ce qui se passait là dans le studio. J'ai tout mis à la poubelle, avec une seule question: comment les faire tous travailler ensemble? Comment est-ce qu'on peut créer des mouvements avec des enfants et des adultes, des pros et non-professionnels? J'ai demandé à chacun de créer une petite phrase chorégraphique personnelle, et aux autres de l'interpréter. Quand un enfant imite les mouvements d'un danseur classique par exemple, il invente quelque chose qui surprend le professionnel, et inversement. Un style apparaît qui n'est jamais clair, jamais pur. J'ai appelé ça «la danse bâtarde», qui m'anime encore aujourd'hui.

Vous avez beaucoup créé et tourné, dans le monde entier. Y a-t-il eu un moment où vous vous êtes demandé si vous aviez encore quelque chose à dire?

Officiellement, je suis à la retraite depuis 2023. J'ai senti à ce moment-là que je n'étais pas forcément à la recherche de nouveaux projets, et qu'il me faudrait une raison très spéciale pour recréer. Suivre mes pièces qui tournent encore, assister et aider à leur reprise me suffit. Je mets en place d'autres choses, le coaching, je découvre d'autres mondes, la nature...

Vous cultivez votre jardin ?

Eh bien oui, j'ai créé un jardin sur



Out of Context. For Pina. PHOTO CHRIS VAN DER BURGH

«Quand un enfant imite les mouvements d'un danseur classique par exemple, il invente quelque chose qui surprend le professionnel, et inversement. Un style apparaît qui n'est jamais clair, jamais pur.»

le toit de mon appartement, je suis heureux de sortir mon chien trois fois par jour, de lire beaucoup, de penser que peut-être ça se termine là, que c'est possible, et c'est très bien. Je n'ai pas de regrets. Le monde du théâtre – comme le reste de la société – bouge; j'ai peur de devenir cynique face à des débats que j'ai déjà menés, et depuis longtemps. Les questions de genre, la décolonisation, l'appropriation culturelle ont animé toutes mes pièces. Sans oublier, et c'est fondateur chez moi: comment mener une compagnie?

Vous pensez aux affaires de comportements toxiques,

violence managériale, ou abus des chorégraphes Anne Teresa De Keersmaeker ou Jan Fabre? Je ne supporte pas le lynchage public. Mais face à l'ampleur de ces polémiques, je me suis interrogé sur ma façon de travailler, le dialogue permanent entre tous les membres des équipes, le souci de ne jamais leur imposer quelque chose qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas faire. Je pense à la nudité par exemple. Il n'y en a pas ou peu dans mes pièces, d'abord parce que moi-même je suis assez pudique, et que je n'ai jamais eu envie, ni besoin de la demander. Mais il est arrivé que des danseurs l'intègrent eux-mêmes au spectacle. Je pense à *C(h)œurs* en 2012. Quand on a repris la pièce dix ans plus tard avec le Ballet de Flandres, je leur ai expliqué que c'était à l'origine une idée des interprètes, forte et belle, mais qu'ils n'étaient pas obligés de suivre. Ils m'ont dit: «*Tu sais, c'est la première fois qu'on nous demande, qu'on nous pose ces questions.*» J'étais soufflé. Alors quand j'ai entendu récemment qu'il y avait des problèmes ailleurs, je me suis dit: «Tiens, on a quand même fait un travail un peu différent.»



Coup fatal. PHOTO ZOE AUBRY

COUP FATAL
de FABRIZIO CASSOL,
ALAIN PLATEL
et RODRIGUEZ VANGAMA

Du 20 au 22 mars au MAC Créteil, le 25 mars à La Briqueretterie CDCN, Villejuif, Biennale de danse du Val-de-Marne, puis 28 au 25 avril au Théâtre du Rond-Point, Paris

OUT OF CONTEXT. FOR PINA
Du 7 au 9 avril au Cent4 de Paris



Alizade, la rappeuse du Caucase qui bouscule le rap turc

Inspirée par Cardi B, l'Azerbaïdjanaise Alizade s'est érigée en icône féminine du rap turc. Au point de s'attirer des ennuis avec la justice, et de se faire expulser.

«*J'e me torche le cul avec de l'argent tellement je suis riche. [...] Je fais cuire les hommes dans une casserole. J'ai oublié ma chasteté au quartier. Tu me traites de pute, que t'est-il arrivé?*» Ainsi va le refrain de la rappeuse azerbaïdjanaise Alizade, dans son dernier single *Kahpe* («pute», en turc), réalisé en collaboration avec

le rappeur turc à succès Lvbel C5. Dans le clip, on peut la voir twerker en tenue affriolante. De quoi susciter la controverse et l'ouverture par les autorités turques d'une enquête judiciaire pour «obscénité». Rarement la scène musicale turque n'avait connu une telle incorrection.

A 24 ans, Asya Alizade bouscule les codes du rap en Turquie. Bien qu'originaire de l'exclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, territoire coincé entre la Turquie et l'Arménie, elle s'est installée à Moscou à l'âge de 11 ans, et y a étudié dans une école de musique avant de se lancer dans le rap aux côtés de rappeurs russes et géorgiens. Et de se faire connaître en 2019 grâce à un

titre produit avec le rappeur moscovite Big Baby Tape.

Argot et irrévérence

En août 2021, Alizade, de son nom de scène, signe un contrat avec le label américain The Orchard, une filiale de Sony Music Entertainment. Mais, quelques mois plus tard, la Russie envahit l'Ukraine et, à l'instar d'autres multinationales occidentales, Sony suspend ses opérations russes. Désœuvrée, la rappeuse songe un temps à se réinstaller sur sa terre d'origine, l'Azerbaïdjan. Mais attirée par la scène rap locale, en pleine ébullition depuis quelques années, elle opte pour la Turquie, pays dont elle maîtrise plus ou moins la langue de

Interdite de séjour en Turquie, Alizade s'est installée à Barcelone.
PHOTO OKTAY JAFFER

«Son côté salace et son “broken Turkish”, exagéré de manière comique, ont été la recette de son succès immédiat.»

Kenan Behzat Sharpe
chercheur à l'Université Northwestern

par ses similitudes avec l'azéri. Alizade élit alors domicile à Istanbul et, épaulée par un producteur de musique kazakh, enregistre une série de titres qu'elle envoie à des agents de rappeurs turcs, dans l'espoir de décrocher une collaboration. Séduit par son originalité, l'un de ces agents lui propose un morceau avec le rappeur stambouliote très suivi Bege. Il en découlera le single *Kalbin bana kaldi* («ton cœur est mien», en turc), qui recueille plus de 2 millions d'écoutes sur Spotify en deux semaines et propulse la rappeuse sur le devant de la scène (le tube cumule aujourd'hui plus de 80 millions d'écoutes). Forte de cette nouvelle notoriété, Alizade multiplie les titres en solo, arborant un style cru, sinon grossier.

A la manière des Américaines Cardi B ou Megan Thee Stallion, la rappeuse azerbaïdjanaise revendique une sexualité débridée. Elle leur emprunte leur gouaille, tout en s'appropriant la figure turque de la *kezban*, notion misogynie qui correspond à une sorte de cagole version anatolienne. Ce faisant, elle s'érite en pionnière dans un milieu quasi exclusivement masculin et sexiste. Aussi Alizade rappe-t-elle dans un turc argotique pétri de fautes de grammaire, à l'amusement de son public. Au-delà de la scène rap, son irrévérence détonne et prend de

En l'espace de six mois après sa diffusion, le clip de son morceau *Anormal*, aux paroles toujours plus trash («Une grosse bite ? C'est mon prince. Salope, ma couleur est le rose») cumule les 10 millions de vues sur YouTube. Alizade a désormais une communauté de fans dévoués, qu'elle appelle affectueusement ses *tantuni*, en référence à la galette de viande épicee, plat phare de la street food turc. «Elle a beaucoup de fans au sein de la communauté LGBT, qui forme sa fanbase hardcore», pointe le chercheur Kenan Behzat Sharpe. Mais Alizade est également très appréciée par certaines franges conservatrices de la population.»

Rite de passage

Seulement, à mesure que sa popularité grandit, Alizade s'est retrouvée dans le collimateur du pouvoir islamo-nationaliste. En mars 2023, elle partageait le clip de ses deux titres combinés *Estafurla* et *Piç böcek* sur YouTube (10,5 millions de vues) et s'attrait une enquête du parquet général d'Istanbul. Accusée d'«encouragement à la consommation de drogues», la rappeuse a été placée en détention avant d'être libérée sous contrôle judiciaire. Contrainte de se rendre quotidiennement au commissariat de police, l'Azerbaïdjanaise a de nouveau été arrêtée pour avoir manqué à cette obligation, avant d'être expulsée de Turquie. Des frasques qui ont consolidé son aura.

Car dans le monde du rap turc, les ennuis avec la justice s'apparentent à un rite de passage, voire une consécration. Alizade a été précédée par le célèbre rappeur Ezhel qui avait, dès 2018, effectué un passage en prison pour le même motif d'«encouragement à la consommation de drogues». Visé par d'autres poursuites judiciaires, il s'est installé à Berlin en 2019, où il vit toujours en exil. Autre ponte du hip-hop turc, Murda avait été condamné, pour la même raison, à plus de quatre ans de prison en 2021, avant d'être acquitté. Interdite de séjour dans le pays où elle est devenue une célébrité, Alizade s'est pour sa part installée à Barcelone, où elle continue de produire pour un public essentiellement turcophone. «Sa popularité est en grande partie liée à son caractère subversif et à la répression qu'elle a subie de la part du gouvernement turc», juge Kenan Behzat Sharpe. Dans une interview accordée au magazine catalan *Metal* le mois dernier, la rappeuse déclarait, bravache : «Je remercie la Turquie de m'avoir expulsée. Free promo.»

KILLIAN COGAN
Correspondant à Istanbul

CULTURE/

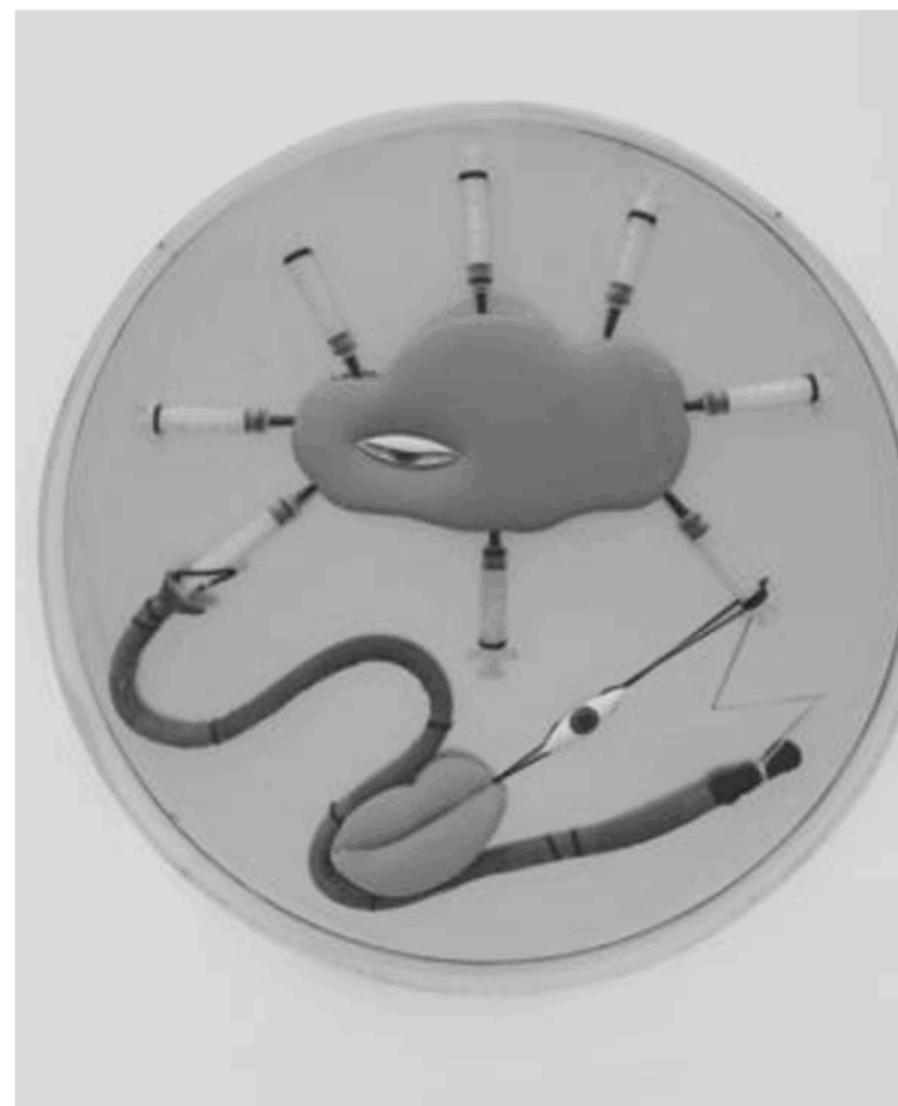
Clemen Parrochetti, les lèvres et la torture

Rébellion des corps et des idées à travers des seins et des vagins suppliciés: les œuvres pop et cruelles de l'artiste italienne, morte en 2016, sont mises à l'honneur par le Frac Lorraine, à Metz.

Mais qui est donc Clemen Parrochetti, dont pas grand monde n'a entendu parler et à laquelle le Frac Lorraine, à Metz, consacre toute une exposition, sa première monographie en France? Les œuvres de cette artiste italienne si singulière, morte en 2016, auraient pu rester indéfiniment claqué-murées dans le château familial de Borgo Adorno dans le Piémont, si une galerie allemande et des curateurs curieux ne s'étaient intéressés à elles, à la faveur de la prise de conscience de la part jus-

qu'ici négligée des femmes dans l'histoire de l'art (et de leur marché potentiel). Montrées en avant-goût à la foire de Bâle, ses drôles de pièces méritent effectivement d'être connues dans leur étonnante diversité – peintures, dessins, sculptures, installations et tapisseries –, tant leur grinçante charge féministe fait plaisir à voir et réveille de réjouissantes formes pop, issues des années 1970.

Menace. Jouant avec les attributs féminins – des bouches rouges pulpeuses en tissu rembourrées de kapok, des seins blancs en simili-cuir, des dessins d'yeux mi-clos, des vagins en mousse –, les œuvres de Clemen Parrochetti, des petits bijoux de savoir-faire manuel, décrivent plutôt, quand on s'approche de près, la condition d'un sexe empêché, emprisonné, voire torturé. Voyez par exemple ce joyeux cercle doré duquel surgit en relief un nuage rose très féminin piqué d'agressi-



Torturé et réprimé, 1975. COURTESY CHERTLÜDDE, BERLIN

ves seringues : il exprime une menace (*Torturé et réprimé*, 1975). Contemplez aussi cet intrigant amas de vagins et de bouches doux

comme des coussinets : des aiguilles à chapeau les transpercent (*Machine des frustrations*, 1975). Dans l'art de Clemen Parrochetti, cintres,

épingles, aiguilles à tricoter, tambours à broder et fils de couture jouent le rôle d'instruments de torture agissant comme des jougs sur ses représentations de corps féminins. Séduisante, l'œuvre n'en est que plus violente, en sourdine.

Née en 1923 dans une famille de l'aristocratie lombarde, Clemen Parrochetti se forme d'abord à la peinture, se marie et a quatre enfants. Mais son rapprochement avec le mouvement féministe dans les années 1970 – une décennie où sont promulguées une loi sur le divorce et une autre sur l'avortement – la conduit à créer des pièces plus complexes, plus politiques, des assemblages avec du textile et plein de petits objets figuratifs qui expriment sa révolte contre le patriarcat. Cette soudaine rébellion des corps et des idées devient un

ballages en plastique thermoformé pour en faire un rébus visuel. En 1978, Clemen Parrochetti expose même à la Biennale de Venise avec son collectif Immagine de Varèse.

Mites. Mais le plus intéressant, c'est sa vision des mites, les mêmes bestioles qui attaquent ses œuvres en tissu. Le rapport entre ces insectes et les femmes ? La société humaine les considère comme des nuisibles, des quantités négligeables... Elle en fait alors des amies et rend ainsi hommage aux mites, aux poux, aux cafards dans des aquarelles, dans d'étonnantes tableaux textiles en relief et dans des sculptures brodées en fil de laine et fil de fer. L'artiste italienne n'a pas encore livré tous ses secrets : son journal intime est en train d'être transcrit.

CLÉMENTINE MERCIER

CLEMEN PARROCHETTI
au Frac Lorraine à Metz.
Jusqu'au 17 août.

«Face aux murs», bonds et lumières

A Paris et Avignon, Damien Droin et la compagnie circassienne Hors surface interrogent l'espace et la gravité dans un spectacle ébouriffant.

Bien que certaines compagnies, telles AOC ou les Mains, les Pieds et la Tête aussi de Mathurin Bolze, pour s'en tenir aux cas récents, en aient développé l'usage, le trampoline n'est pas l'agrès le plus fréquent dans le cirque contemporain. Du moins en représentation, son emploi étant souvent circonscrit à la partie pédagogique. Sans doute car il est encombrant et nécessite un temps d'installation difficilement conciliable avec l'enchaînement des autres numéros. Un souci éventuel que n'a pas Damien Droin, acrobate passé par le Cnac (Centre national des arts du cirque, de Châlons-en-Champagne) qui, à la tête de la troupe toulonnaise, Hors surface, créée en 2010, poursuit sa «recherche d'un langage artis-

tique original où la question du mouvement vient interroger celle de l'espace». Ce qui, si on suit bien, permet d'élever le débat d'au moins quelques mètres au-dessus du sol. D'autant qu'en matière de propulsion, ledit trampoline en impose. A fortiori s'il n'y en a pas un, mais deux, assemblés à un astucieux échafaudage amovible que complète une grande paroi verticale en plexi finissant de favoriser l'exécution de figures, parfois synchronisées, aussi ébouriffantes que fluides.

La note d'intention parle de «révolte intérieure», de «moments de vertiges et de douces», de «part d'ombre et de courage qu'on croyait enfoui» et de «batailles intimes». Soit autant d'indices dramaturgiques, dont on n'est pas toujours certain de saisir la portée exacte, mais qui, métaphoriquement traduits sous la forme de chutes et d'envols immersés dans une atmosphère pénombreuse – et un volume sonore élevé – optimisée par la création lumière, suffisent largement à satisfaire l'auditoire une heure durant. L'idée phare restant celle de «faire société», comme s'y emploient les



Sur scène, pas un mais deux trampolines. PHOTO CAMILLE LA VERDE

six voltigeurs (cinq garçons, une fille) qui, dans un élan solidaire, composent ce microcosme occupé à défier sans pesanteur la gravitation.

GILLES RENAULT

FACE AUX MURS
COMPAGNIE HORS SURFACE
A la Scala Paris, jusqu'au 30 mars.
A la Scala Provence, dans le Off d'Avignon, du 5 au 27 juillet.



ÉMILIE DEQUENNE

L'art de la fougue

Révélation inoubliable de «Rosetta» des frères Dardenne en 1999, l'actrice belge au parcours éclectique est morte dimanche d'un cancer. Elle avait 43 ans.



Emilie Dequenne sur le tournage d'*Ecoute le temps* d'Alanté Kavaité, sorti

Par
ELISABETH FRANCK-DUMAS

Elle a déboulé tête baissée et poings serrés dans notre imaginaire pour ne plus en sortir, inoubliable «taurillon», comme la voulaient les frères Dardenne, de tous les plans de *Rosetta*, premier film d'une même pas majeure (nous sommes en 1999), dont **DISPARITION** le personnage de jeune fille en galère luttait fort au cœur d'une forêt des Ardennes contre les innombrables déconvenues que la vie s'évertuait à lui envoyer, entre caravane familiale et baraque à gaufres. «Petit chaperon rouge» en jupe et sweat zippé, qui cachait ses chaussures propres sous une pierre de peur qu'on lui pique, Emilie Dequenne, alors inconnue au bataillon, a été Rosetta, la fille et

le film, ce film-prénom à la double consécration cannoise, palme d'or et prix d'interprétation, comme il se doit, car la comédienne et le film se devaient tout, mutuellement. A Cannes, le film claqua comme un coup de tonnerre, mais la palme d'or passa mal auprès d'une partie de la profession, au point que les frères Dardenne, dans une interview avec *Libé* à l'époque, confièrent avoir eu le sentiment «d'être des voyous invités à la table». Comme s'ils avaient fait effraction dans un monde qui n'était pas le leur (il l'était, et l'est resté). Et peut-être que cela a éclaboussé aussi Emilie Dequenne, qu'on qualifia un peu rapidement et très souvent de «non-professionnelle», comme si elle s'était contentée «d'être» son personnage, elle qui avait déjà des expériences de théâtre derrière elle.

Emilie Dequenne n'était pas née dans une caravane mais à Vaudignies, province du Hainaut, en Belgique, dans une famille où le grand-père avait fondé une menuiserie où ses parents travaillaient encore, et qui parfois devaient construire des décors de théâtre. La mère d'Emilie Dequenne, trouvant que sa fille ne tenait pas en place, l'inscrivit dans une école où elle apprit la diction. La jeune fille joua avec une troupe locale de théâtre amateur, gagna un prix d'éloquence, se mit à rêver de cinéma, et c'est sa tante qui repéra la petite annonce pour le film des Dardenne.

Tubes

Emilie Dequenne n'en connaissait alors pas du tout l'univers, ni *la Promesse*, qui leur avait déjà valu un passage par Cannes, et se pointa au rendez-vous avec ses rêves de ressembler à Cameron Diaz, ultra-

maquillée et en chaussures à plateforme, qu'ils lui firent enlever fissa. «*Rosetta* était une silhouette vague dans notre esprit. Emilie a réussi à la faire exister. Et à nous faire croire à *Rosetta*, plus qu'on y croyait nous-mêmes au départ», ont expliqué les frères.

S'il n'est pas facile de trouver une ligne directrice à la filmographie d'Emilie Dequenne, qui fit le grand écart entre *le Pacte des loups* de Christophe Gans et *la Fille du RER* d'André Téchiné, entre *les Hommes du feu* de Pierre Jolivet et *les Choses qu'on dit, les Choses qu'on fait* d'Emmanuel Mouret, il y a peut-être donc ceci, que souvent elle portait les films, qui ne le lui ont d'ailleurs pas toujours rendu : elle les bouffait, les sauveait même parfois. Souvent aussi, les cinéastes l'ont fait chanter, des tubes bien connus dans des scènes poignantes dont plusieurs reviennent à l'esprit : *I Will Survive*

de Gloria Gaynor dans *Pas son genre* de Lucas Belvaux, *Femmes* de Julien Clerc dans *A perdre la raison* de Joachim Lafosse, librement inspiré de l'affaire Geneviève Lhermitte, où elle incarne une mère infanticide.

«Rosetta était une silhouette vague dans notre esprit. Emilie a réussi à la faire exister. Et à nous faire croire à *Rosetta*, plus qu'on y croyait nous-mêmes au départ»

Les frères Dardenne
cinéastes



en 2006. PHOTO ULRICH LEBEUF. MYOP

Le rapport aux tubes, au chant, qui portait au maximum le processus d'empathie, voire d'identification avec son personnage, avait peut-être à voir à ce qu'on disait si souvent d'elle: qu'elle était «populaire», «terrienne», avec ses pommettes hautes et ses lèvres charnues, son regard bleu métal, qu'elle avait quelque chose d'incarné et de vital qui passait donc par la voix et le plaisir collectif.

Gnaque

Oui, elle tenait sur ses jambes en bourgeoise et épouse blessée, inventant un stratagème sacrificiel pour libérer son mari de la culpabilité de l'avoir trompée, dans la comédie badine d'Emmanuel Mouret *les Choses qu'on dit, les Choses qu'on fait*, qui lui valut le césar du meilleur second rôle en 2021. Sur ses jambes aussi en coiffeuse d'Arras qui tombe amou-

reuse d'un prof de philo parisien dans *Pas son genre*, mais qui a trois coups d'avance sur lui, devinant, là encore, le moment où il faudra qu'elle s'éclipse, l'autre n'assumant pas de s'être lié avec quelqu'un qui n'est pas de son milieu, et passant d'une jovialité entêtée, d'une bonne humeur de combat à une clairvoyance déchirante – Emilie Dequenne avait une capacité presque météorologique à passer en un instant du solaire au sombre. En ce sens, le film de Mouret fait rétrospectivement presque figure de revanche, son personnage y venant venger l'autre femme maltraitée, celle qui était partie sans espoir de retour, et la comédienne gagnant pour cela une récompense. «Je m'engage avec la même fougue sur tous, avait-elle confié au *Nouvel Observateur* en évoquant ses choix de rôle et de film. Je ne zigouille pas

d'emblée les longs métrages des metteurs en scène. Je leur donne les mêmes chances en fonçant et tant pis si certains d'eux passent médiatiquement à la trappe.»

Dans tous, elle a manifesté une énergie démente, incandescente, la même qu'on lui a vue lorsqu'elle est venue à Cannes, en mai, fêter sa rémission d'un cancer dont elle avait annoncé être atteinte en octobre 2023, et fêter aussi les vingt-cinq ans de *Rosetta*, qui l'avait vue naître au cinéma. Une même gnaque, pour les films et contre la maladie, tant et si bien qu'on avait pensé, naïvement, qu'elle saurait la dompter, qu'elle en ressortirait victorieuse. C'est avec beaucoup d'émotion, peut-être parce qu'on avait eu le sentiment de la voir grandir, voire de grandir avec elle, qu'on a appris sa mort dimanche des suites d'un cancer rare, à l'âge bien trop cruel de 43 ans. ◀

CULTURE //

«C'était notre Anna Magnani francophone»

Les cinéastes Luc Dardenne et Emmanuel Mouret reviennent sur leur rencontre et leur travail avec l'actrice.

Pour *Libération*, Luc Dardenne et Emmanuel Mouret partagent leurs souvenirs d'Emilie Dequenne. L'un, qui la révélait adolescente dans le chef-d'œuvre *Rosetta*, son premier rôle il y a vingt-six ans (palme d'or et prix d'interprétation féminine 1999). L'autre, qui lui confiait dans *les Choses qu'on dit, les Choses qu'on fait* le second rôle qui lui valut un césar en 2021.

Luc Dardenne «C'était magnifique»

«Elle venait de son village. Un gros village, mais quand même. Elle était arrivée au casting très maquillée, chaussures à talons, ongles peints, cheveux laqués – on s'était dit : "Ouh la!" Elle pensait qu'elle venait chercher un travail important et qu'il fallait qu'elle soit présentable. Après, on a travaillé, et c'était magnifique. Elle avait ce quelque chose de terrien qu'on voulait pour Rosetta. On voulait que Rosetta soit un petit taureau et elle a dit, dès la deuxième audition : "Je serai votre taureau!" La caméra l'a aimée tout de suite. On savait qu'à la fin du film, elle aurait trahi Richet, son seul ami, pour avoir le boulot. Elle devait le regarder sans demander sa compassion, en pleurant un peu, mais pas trop. On a senti, parce que ses yeux se brouillaient parfois de larmes pendant le casting, que c'était le visage qu'on cherchait. A la deuxième audition, il y avait une scène dans laquelle Rosetta devait s'accrocher à un sac de farine pendant qu'Olivier Gourmet, qui joue le boulanger, la licencie. Comme on n'avait pas de sac de farine, elle devait refuser de lâcher la table, impossible de la détacher!»

«Evidemment, elle était encore dans sa vie, il fallait qu'elle sorte de sa vie pour être Rosetta. Je me souviens qu'elle nous a écrit une lettre qui terminait par : "Je veux grandir, être une grande parmi les grandes."»

On lui a demandé quel serait le personnage de ses rêves, elle a répondu Madame Sans-Gêne! Son spectre de jeu était énorme. Avec mon frère, on l'appelle notre Magnani, c'était notre Anna Magnani francophone. Quand je dis terrière, je ne veux pas seulement dire qu'elle avait un physique populaire. Il existe des acteurs terriens et certains aériens. Elle, elle portait un poids, on sent qu'elle est enracinée, qu'elle tient sur des jambes. Elle meurt si jeune, de manière si injuste, elle aurait encore fait tellement de choses. On ne les verra jamais.»

Emmanuel Mouret «Extrêmement humble»

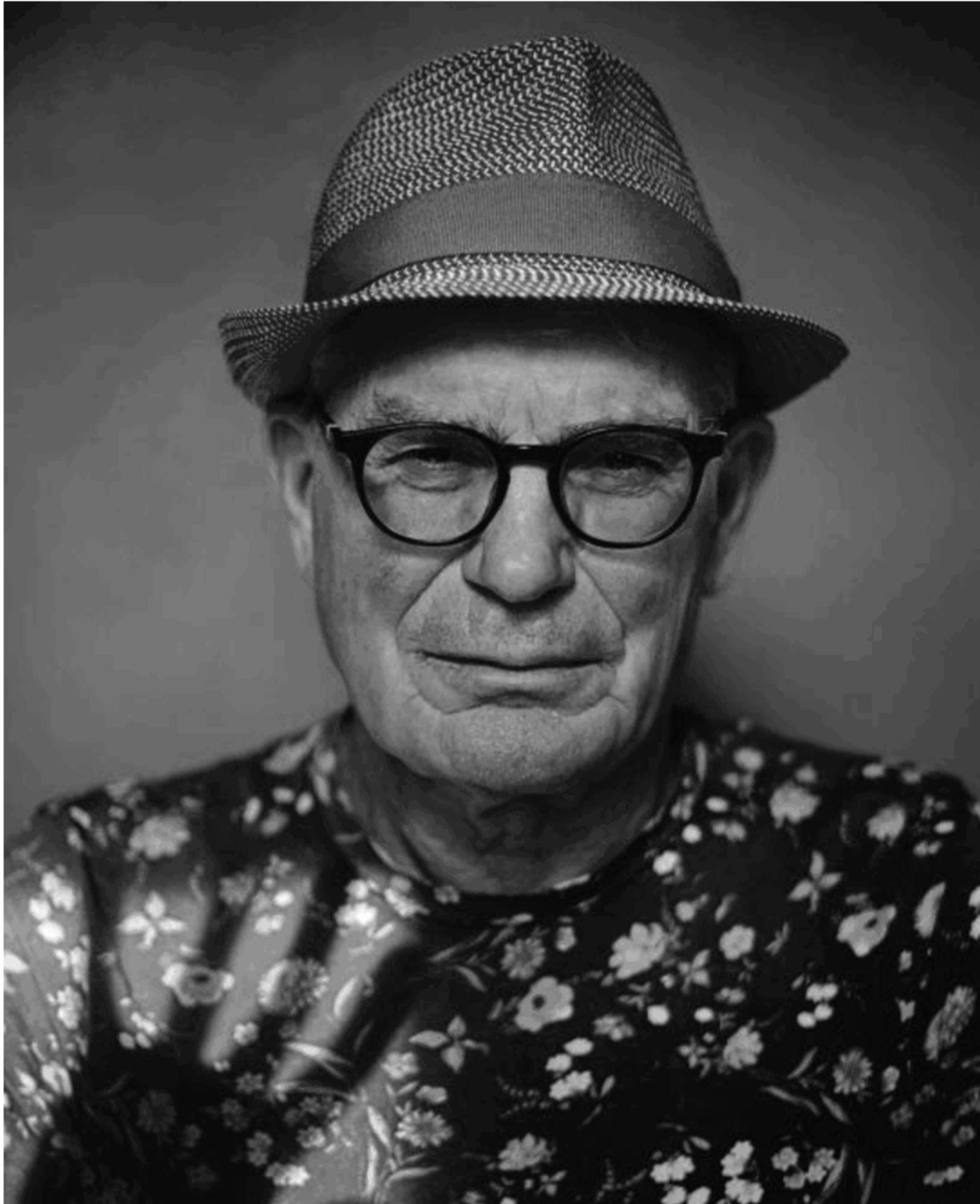
«Il n'y avait pas eu de casting, je lui avais proposé le rôle directement car c'était une actrice avec qui je souhaitais travailler depuis très longtemps. Elle m'a toujours fasciné pour cette densité, ce rapport concret aux choses qu'elle incarne. Depuis *Rosetta*, je l'avais notamment beaucoup aimée dans *Pas son genre* où elle jouait une coiffeuse, et lui trouvais quelque chose de magnifiquement terre à terre qui pouvait rencontrer des récits très fictionnels. C'était quelqu'un d'extrêmement humble, pas très sûre d'elle, ce qui est toujours touchant quand on travaille avec des acteurs qu'on admire. Elle portait en elle cette grande simplicité, y compris sur le plateau, en étant aussi proches des électros que des HMC [les équipes habillage, maquillage, coiffure ndlr]. Elle avait nourri le rôle d'elle-même – sa propre fille avait joué avec elle –, je n'avais rien d'autre à faire qu'à mettre en scène.»

«Ce qui m'intéressait, c'est que son personnage était la clé d'une machination, proche du sacrifice, pour libérer l'homme qu'elle aime. Tout reposait autour d'un produit de l'imagination qu'il fallait qu'on croie possible: le mot peut paraître vague mais il fallait quelqu'un de très "ancré" pour qu'on puisse y croire. Elle ressentait tous les mots qu'elle pouvait dire. Je pense d'ailleurs qu'elle ne pouvait pas jouer quelque chose qu'elle ne ressentait pas.»

Recueilli par SANDRA ONANA

Le cœur sur l'humain

Daniel Gros CPE à la retraite, représentant de la Ligue des droits de l'homme à Mayotte, le septuagénaire défend les immigrés dans l'archipel.



Un attroupement s'est formé devant le lycée Bamana, dans le centre de Mamoudzou, ce 17 janvier. Des policiers gardent l'entrée de l'établissement. A l'intérieur, des centaines de demandeurs d'asile, originaires d'Afrique continentale, sont hébergés depuis le passage du cyclone Chido. Un collectif de Mahorais anti-immigration est venu pour les déloger de force. Le ton monte, les échanges sont tendus. Au milieu de la foule, Daniel Gros, sandales aux pieds, chapeau de paille sur la tête, la peau rouge par le soleil, détonne. Le lycée Bamana, le septuagénaire le connaît bien : il en a été conseiller principal d'éducation (CPE) de 2012 à 2017. Cet après-midi, c'est en sa qualité de représentant de la Ligue des droits de l'homme à Mayotte qu'il s'est déplacé. Ici, son visage est connu et sa présence dérange. Les manifestants l'invectivent, lui reprochent d'être un «ennemi de Mayotte», le menacent. Un homme nous assure que l'ancien CPE est «le chef des trafiquants de Mayotte» et qu'il est «millionnaire». L'intéressé préfère en rire. «Taper sur les étrangers et sur ceux qui les aident, ça arrange tout le monde : ça évite de se concentrer sur les vrais problèmes», dit-il.

LE PORTRAIT

On le retrouve un mois plus tard, à Cosne-sur-Loire (Nièvre). Le thermomètre indique 30 degrés de moins. Daniel Gros a toujours un chapeau sur la tête, rose cette fois-ci. Il file sur les routes au volant d'une vieille 106 qui tousse et dont la carrosserie est recouverte de graffitis d'animaux faits par sa fille. Sa maison, modeste, achetée au début des années 2000, est située en périphérie de la ville. Il y vit quand il n'est pas à Mayotte, à savoir une bonne moitié de l'année. «Ici c'est mon vrai chez moi. Mais je ne m'y sens pas vrai», philosophait-il.

Au risque de décevoir les manifestants de Bamana, Daniel Gros n'est pas millionnaire. Il a juste le train de vie d'un retraité lambda qui se satisfait des choses simples : entretenir son jardin, cuisiner les légumes qu'il récolte, jouer de la musique (guitare, accordéon, piano), lire les journaux (*le Monde*, *Libé*, *l'Humanité* et *le Monde diplomatique*), voir ses enfants (il en a trois). Ses journées sont aussi rythmées par les coups de fil qu'il reçoit de l'archipel pour lui demander un accompagnement juridique. Ou par les textes qu'il écrit pour son blog, hébergé par *Mediapart*, et pour la revue *Plein droit*. «Même quand je suis physiquement ici, ma tête est là-bas.»

Né dans les Vosges, d'un père livreur de charbon et d'une mère femme au foyer, rien ne le prédestinait à mettre un jour les pieds à Mayotte. Son enfance, dont il n'aime pas parler, Daniel Gros la passe le nez dans les livres ou à s'occuper de ses neuf frères et sœurs. Après son service militaire et sans bac en poche, il entre à l'université à 24 ans en passant un examen spécial. Direction Paris V et la sociologie. «C'était la période Bourdieu, ça décapait bien.» Il en ressort avec un doctorat et une thèse sur la profession d'astrologue dirigée par Edgar Morin.

En marge de ses études, Daniel Gros devient CPE. Il enchaîne les postes en banlieue parisienne. Son job étudiant devient finalement un métier à plein temps. Avec sa femme – dont il est aujourd'hui séparé – il déménage à Cosne-sur-Loire en 1988 pour élever leurs enfants loin de la capitale. Daniel Gros prend ses fonctions dans le lycée professionnel du coin. «C'était quelqu'un d'une bienveillance extraordinaire, se souvient Carole Sauvant, enseignante d'EPS dans le même établissement. Il voulait déjà défendre les gens broyés par le système. Il essayait de soulager la souffrance des élèves qui avaient des vies difficiles.»

Mayotte arrive plus de deux décennies plus tard. Daniel Gros a la soixantaine passée. Dans son bahut, il a l'impression d'être «complètement sclérosé», de «(s')épuiser pour changer des petites choses à la marge». Au lycée, il voit régulièrement des élèves débarquer de Mayotte, à 9 000 km de là, avec un gros retard scolaire. A la recherche d'un nouveau projet, le sexagénaire fait le chemin inverse. Sa mutation est acceptée en 2012. Direction Mamoudzou et le lycée Bamana : «Je n'en savais pas trop dans quoi je m'embarquais. Je me voyais faire deux ans, puis prendre ma retraite.»

Sa «lettre de mission», comme il aime l'appeler, arrive le jour de la rentrée. Une ado vient le voir dans son bureau. Elle lui explique que ses parents sont Comoriens, qu'elle est arrivée petite. Et qu'en fin d'année, alors qu'elle n'a connu que Mayotte, elle sera sans papier. Indésirable sur l'île où elle a toujours vécu. «Elle était beaucoup plus lucide sur le monde que moi, souffle-t-il. Sa vie était frappée par la géopolitique.» Des cas comme le sien, il y en a des dizaines dans son lycée. Daniel Gros prend ces élèves sous son aile et se rapproche de la Cimade, association spécialisée, pour apprendre le droit des étrangers et les accompagner.

Après cinq ans passés dans le lycée, il continue son action à l'extérieur. Le retraité arpente les bidonvilles, armé d'un cahier et d'un stylo, discute avec ses habitants, les aide comme il peut. «Je m'occupe de ce qui ne me regarde pas, dit-il simplement, parce que je n'arrive pas à détourner le regard, à accepter d'avoir eu, moi, tant de priviléges simplement en raison du lieu où je suis né.»

La LDH, qui n'a pas de relais à Mayotte, le contacte après une tribune publiée dans *Libé* en 2018 dans laquelle il dénonçait, déjà, une modification du droit du sol dans le département. Elle en fait son représentant sur place. Marjane Ghaem, avocate en droits des étrangers qui a longtemps travaillé à Mayotte, parle de lui comme de quelqu'un qui «aime les gens» et qui est «profondément blessé par l'injustice» : «A Mayotte, c'est tellement plus simple de fermer les yeux, de ne pas se sentir concerné. Lui a le courage de faire face, d'essayer de réparer ces injustices.»

Le 14 décembre, Daniel Gros était à Mayotte quand Chido a ravagé l'archipel. Il a vu les bidonvilles être rasés, les plus précaires être les premières victimes. Puis il y a eu le défilé des politiques. Macron, Bayrou, Valls, Retailleau, Le Pen... A leur arrivée, tous s'en sont pris, une nouvelle fois, aux immigrés. L'ex-CPE en parle avec dégoût : «Ça m'a révolté. Ils ne proposent rien d'autre pour développer Mayotte qu'une chasse aux étrangers. Il y a une vraie brutalité contre les gens jugés indésirables.» Quant à la gauche, pour qui il a toujours voté (sa préférence va à LFI), elle reste relativement inaudible sur l'île, à son grand désespoir.

A son retour dans l'Hexagone, Daniel Gros s'est demandé si son combat n'était pas vain. S'il ne valait pas mieux tout arrêter. Nager à contre-courant est épaisse. Encore plus à 74 ans. La lassitude n'a pas duré longtemps. Son téléphone a continué de sonner. Il y a trop à faire pour arrêter. Il dit : «En fait, je pense que je n'arrêterai jamais. Si tout était résolu, peut-être. Mais c'est de l'utopie. Ça n'arrivera pas avant ma mort.»

Par **JULIEN LECOT**
Photo **RÉMY ARTIGES**